

Laure Malchair

Et si l'économie nous parlait du bonheur ?

Des indicateurs de prospérité citoyens



Commission
Justice et Paix
Belgique francophone



Couleur livres

Editions Couleur livres asbl

4, rue André Masquelier – 7000 Mons

Tél. 00 32 65 82 39 44 – Courriel : edition@couleurlivres.be

ISBN : 978-2-87003-642-6

Tous droits de reproduction, d'adaptation ou de traduction par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays sans l'autorisation de l'éditeur ou de ses ayants droit.

© 2013, Couleur livres asbl, Bruxelles.

D/2013/0029/32

www.couleurlivres.be

Remerciements

Au moment d'achever cet ouvrage, je veux adresser ma reconnaissance sincère à ceux, nombreux, qui ont contribué à la réflexion, apporté leurs commentaires de fond et de forme, appuyé la démarche et offert leur soutien.

Cet ouvrage émane directement des lignes de travail de la Commission Justice et Paix Belgique francophone. Il a vu le jour grâce à l'appui financier de la Communauté française de Belgique qui, chaque année, nous renouvelle sa confiance et exprime son appréciation pour le travail mené.

Je tiens à remercier tout particulièrement Marek Hudon pour sa contribution inestimable aux différentes étapes de cet ouvrage.

Mes remerciements s'adressent ensuite à tous ceux qui, par nos échanges autour du sujet, ont guidé ma recherche. Je pense particulièrement à Bernard Lietaer, Geoffroy De Schutter, Isabelle Cassiers et Géraldine Thiry. Merci aussi aux étudiants et collègues de la National Economic University à Hanoi pour le travail mené ensemble et qui a permis de poser les premiers jalons de cette étude.

La relecture attentive et les judicieux conseils prodigués par Laurent Deutsch, Claude De Pelsmaeker, France Malchair et Yvonne Clément m'ont été indispensables pour finaliser le travail. Merci à eux pour leur patience et la précision de leur apport.

J'exprime également toute ma reconnaissance à Dominique Méda pour la rédaction de la préface de cet ouvrage. Que son travail et celui de ses collègues continue à inspirer les chercheurs, autorités publiques et citoyens en vue d'une société remettant de l'ordre dans les priorités !

Que soient remerciés tous ceux qui, parmi collègues, famille et amis, m'ont accompagnée et inspirée par leur présence bienveillante, les débats animés et questions pertinentes.

Merci enfin à l'équipe et aux bénévoles de Justice et Paix dont l'enthousiasme et l'ardeur à relever les défis de nos missions constituent une base solide et une source intarissable d'énergie pour avancer.

Dominique Méda

Professeure de sociologie à l'Université Paris Dauphine ; Titulaire de la chaire "Reconversion écologique, travail, emploi, politiques sociales" au collège d'études mondiales ; Co-présidente du Forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR).

Derniers ouvrages parus : *La Mystique de la croissance. Comment s'en libérer*, Flammarion, 2013 et, avec Patricia Vendramin, *Réinventer le travail*, PUF, 2013.

L'ouvrage de Laure Malchair arrive à point nommé. Il constitue une étape très importante dans la réflexion collective engagée, depuis plusieurs années déjà, par les chercheurs, la société civile et les coordinations qui permettent de faire travailler ces différentes communautés ensemble. Il prend en effet pour acquis les critiques de plus en plus insistantes et formalisées dont le Produit intérieur brut (PIB) a été l'objet depuis plus d'une décennie. Il propose ainsi de mettre au centre de sa réflexion les modalités concrètes d'élaboration des nouveaux indicateurs complémentaires au PIB. Il examine de manière très concrète un petit nombre de ces indicateurs, parmi les plus connus, et insiste, à très juste titre, sur l'absolue nécessité d'associer nos concitoyens au choix des critères de "ce qui compte" pour inscrire nos sociétés dans la durée. Dans un langage clair et extrêmement accessible, Laure Malchair conduit le lecteur – de manière très pédagogique – dans les coulisses de la fabrique du PIB et met en évidence les principaux enjeux entourant la construction et l'élaboration de nouveaux indicateurs de richesse, étape indispensable pour dessiner puis promouvoir un nouveau modèle de développement.

Je voudrais ici insister sur quelques points qui me paraissent particulièrement importants dans l'étude que présente Laure Malchair. D'abord, je trouve bienvenue son insistance à mettre en évidence l'ambivalence des liens qui existent entre croissance et qualité du travail. C'est souvent un point laissé dans l'ombre aujourd'hui. En effet, la prise de conscience des dégâts de la croissance sur le patrimoine naturel

commence à se répandre. Nos concitoyens sont de plus en plus alertés par les rapports successifs du GIEC ou les articles qui paraissent dans les revues scientifiques, sur le fait que les taux de croissance que nous avons connus dans le passé ou ceux que connaissent actuellement les pays émergents ne sont pas généralisables à l'ensemble de la planète parce qu'ils s'accompagnent de dégradations accélérées des éco-systèmes, de pollutions majeures et d'une augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Par contre, le fait que la croissance puisse aussi entraîner une dégradation des conditions de travail et de la qualité de vie est moins commenté. C'est pourtant une question qui était centrale dans les débats des années 1970.

L'ouvrage de Laure Malchair permet un retour salutaire sur cette époque. Celle où le Secrétaire général de la CFDT française, Edmond Maire, pouvait dire que "les 5 % de croissance annuelle dont on nous parle n'ont aucun sens profond"¹, où le président de la Commission européenne pouvait déclarer que "la crise ne vient pas du Moyen-Orient. Elle réside toute entière dans le rythme de croissance choisi délibérément par nos sociétés industrielles capitalistes aux dépens de tout le monde : des pays sous-développés, de nous-mêmes ensuite"², et où Robert Kennedy, quelques mois avant d'être assassiné, rappelait que "le PIB mesure tout sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue". Bertrand de Jouvenel avait parfaitement résumé le problème lorsqu'il écrivait, en parlant de la productivité, que les gains d'efficacité que celle-ci permet, constituent un "progrès dans l'organisation du travail mais un regrès dans l'aménagement de l'existence" et que s'il gagne des satisfactions comme consommateur, l'homme en perd comme producteur... Si la perte de sens du travail dont témoignent un certain nombre de salariés aujourd'hui, notamment en France, ne peut bien sûr pas être imputable à la croissance des quantités de biens et services produits, elle est en revanche clairement liée à l'obsession de la recherche de gains de productivité et de rentabilité dont les travailleurs ne veulent plus.

1 On retrouvera l'ensemble de ce débat qui a eu lieu en 1972 sur le blog de Jean Gadrey, que je remercie de nous avoir à nouveau donné accès à ces réflexions.

2 Idem.

L'autre point essentiel est bien sûr la mise en évidence de la nécessité d'impliquer les citoyens dans le choix des nouveaux indicateurs qui deviendront nos références, nos boussoles et nos critères. Laure Malchair revient à juste titre sur la manière dont la Commission dite Stiglitz, ou Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, mise en place par le président de la République française en 2008 et composée essentiellement d'économistes (très majoritairement masculins...) a décidé "en chambre" les nouveaux indicateurs qui devaient être adoptés¹. C'est à cette époque que nous avons – universitaires, chercheurs, membres d'associations... – créé le Forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR), mouvement destiné à soutenir l'idée de l'absolue nécessité d'impliquer les citoyens dans la recherche des nouveaux critères susceptibles de guider et d'encadrer nos actions, et notamment l'action publique, dans les décennies à venir, et de mesurer nos avancées vers un nouveau modèle de développement. Laure Malchair souligne le caractère déterminant du choix de ces indicateurs, les enjeux qui entourent l'élection des dimensions qui importent et revient surtout longuement sur quelques indicateurs récents, les uns bien connus, les autres beaucoup moins, pour préciser les avantages et les inconvénients de chacun. Si l'idée d'associer les citoyens au choix des éléments dont l'évolution compte pour la préservation de nos sociétés dans la durée, et qui sont susceptibles de garantir "la permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre", comme l'écrit Hans Jonas dans *Le Principe Responsabilité*, peut sembler utopique à certains, si le processus permettant de mettre cette idée en œuvre apparaît particulièrement complexe, comme Laure Malchair l'explique, une telle idée porte pourtant en elle une partie de la solution à nos problèmes. Associer les citoyens au choix de ce qui "compte", c'est en effet garantir non seulement que les finalités poursuivies par la société ne seront pas celles imposées par quelques-uns seulement, mais c'est aussi commencer à produire ce qui fait partie de l'objectif à atteindre : renforcer la cohésion sociale

1 Voir Jany-Catrice Florence et Méda Dominique, "Le rapport Stiglitz et les limites de l'expertise", note de travail de l'IDIES, n° 14, 2011 et "La richesse autrement", Hors série de *Alternatives économiques*, 2011.

ou encore la santé sociale qui constitue avec le patrimoine naturel l'un des deux grands domaines dont la préservation nous importe.

Aux côtés des citoyens, le coup de projecteur donné par Laure Malchair sur les acteurs centraux que sont les syndicats et les associations de la société civile est essentiel. Il met en effet en évidence les différentes parties prenantes de la véritable **cause commune** qu'il nous faut aujourd'hui construire pour permettre à nos sociétés d'engager la bifurcation nécessaire. En 2008, au moment où les sociétés étaient plongées dans la grave crise financière, économique et sociale dont la plupart ne sont pas encore sorties, un début de cause commune s'est dessinée, avec l'implication décisive de l'OIT¹, de la CES et des gouvernements, au moment de la publication du rapport... avec le Manifeste de la *Spring Alliance* : entre 2008 et 2010 a prévalu l'idée qu'il était possible de résoudre de concert la crise écologique et la crise économique et sociale, et même que la résolution de la seconde était conditionnée par celle de la première. La menace de la crise écologique ne pouvait pas attendre, il n'était pas possible de s'en tenir à un raisonnement séquentiel : résolvons d'abord la crise économique et sociale, "boostons" nos taux de croissance, revenons à la normale et ensuite seulement nous pourrions nous intéresser à la crise écologique. Tout se passe comme si pendant dix-huit mois, concomitamment aux discours qui en appelaient à la mise au pas de la finance mondiale et de la financiarisation du monde, on avait compris que la voie de la transition écologique vers un nouveau mode de développement, dont les performances globales seraient mesurées non plus par l'accroissement des quantités de biens et services produits mais par les gains de durabilité et de qualité, était la meilleure possible².

Mais cette cause commune a éclaté : de même que les deux chocs pétroliers ont signé la fin de la remise en cause de la croissance et des médiocres conditions de travail, la crise des dettes souveraines

1 UNEP, ILO, IOE, ITUC (2008), *Green Jobs : toward decent work in a sustainable, low-carbon world*.

2 Voir notamment Gadrey, J. (2011), *Adieu à la croissance*, Les Petits matins et Jany Catrice, F. (2012), *La performance totale : nouvel esprit du capitalisme ?*, Septentrion.

et le renoncement à réguler la finance mondiale ont fait voler en éclat cette alliance. Il nous reste donc à la remettre à nouveau en chantier, au niveau local comme européen, en prenant appui sur ce mouvement des indicateurs de richesse qui nous permet de dessiner, au quotidien, dans un type de démocratie renouvelé, le monde que nous voulons.



Introduction

Le 20 août 2013, nous entrons en période de “dette écologique”, ce qui signifie qu’à cette date nous avons déjà, en un peu moins de huit mois, épuisé l’équivalent des ressources naturelles que peut produire la terre en un an sans compromettre leur renouvellement¹. Le même jour, on apprenait dans la presse qu’un jeune stagiaire de 21 ans de la Bank of America avait été retrouvé mort après quelques 72 heures quasi ininterrompues de travail acharné. *Burn-out*, dépressions et autres épuisements révélateurs de la tension intense vécue au travail font désormais partie du paysage de bien des secteurs professionnels.

Parallèlement, nos médias résonnent quotidiennement de la voix de nos responsables politiques et de leurs experts financiers s’inquiétant de la récession dans laquelle bon nombre de pays du monde s’enfoncent, tout en nous assurant des jours meilleurs si nous parvenons à tenir les objectifs de croissance économiques fixés. Croissance, croissance ! Ce serait la recette miracle de notre temps, celle qui devrait permettre à tous les pays d’accéder au cercle des grands acteurs économiques, d’éradiquer la pauvreté dans le monde, d’assurer le plein emploi et de nous sortir des crises multiples que nous connaissons...

La productivité est progressivement devenue un objectif en soi, une véritable obsession collective et, entre pays ou secteurs d’activités, on se compare sans cesse et on se jauge à l’aune de sa capacité à pousser la croissance. Au niveau politique, on constate en outre que le produit intérieur brut (PIB) est fréquemment utilisé comme indicateur global de la santé des pays car on associe croissance à richesse et richesse à bien-être. En d’autres termes, qui dit PIB en augmentation dit bonne santé économique, et donc évolution positive et bien-être pour les

1 Information communiquée par l’organisation non gouvernementale (ONG) *Global Footprint Network*, qui mesure la quantité de ressources naturelles dont nous disposons, combien nous en utilisons et qui les consomme, en s’appuyant sur un outil de comptabilité créé à cet effet : l’empreinte écologique.

citoyens. Vraiment, est-on bien certain que c'est ce qui apportera bien-être et prospérité à nos nations ? Et si nous en parlions ? Pour savoir jusqu'à quel point il s'agit de ce que nous, les citoyens, voulons ? En effet, dans le même temps, tout le monde le sait aussi : "l'argent ne fait pas le bonheur" et on constate un décalage persistant entre les interprétations des données fournies par la statistique et la perception des individus.

Pour rappel, le PIB est – et n'est que – la mesure de l'activité économique d'un pays ou d'une zone géographique¹. En avoir fait un indicateur de prospérité a été lui prêter des intentions qu'il n'avait pas au départ et franchir, par là-même, un pas de trop. L'amalgame des concepts est devenu nuisible et est en tous cas révélateur de choix de société laissant l'économie occuper une place prépondérante dans la vie de tout un chacun et dans la gestion de la "chose publique".

Le premier chapitre de cette étude développera ces constats afin de nous interroger sur le paradigme de la croissance et de voir dans quelle mesure il permet vraiment d'atteindre nos objectifs en tant que société (locale ou globale). La question du bien-être comme objectif sera également posée. Comment pourrait-on en effet définir ce qui contribue au bien-être dans nos pays riches ? Et qu'est-ce que le "progrès", s'il n'est pas seulement économique ?

Face aux signaux de plus en plus évidents qu'il nous faut diminuer la pression exercée sur l'environnement et aux indices tout aussi évidents du mal-être social qui s'installe dans les pays disposant pourtant d'un seuil de développement économique largement satisfaisant, nombreux sont ceux qui réfléchissent et agissent en vue de la transition vers un monde écologiquement et socialement soutenable. Parmi la multitude de pistes proposées, nous reprendrons dans cette étude l'idée de la prise en compte de nouveaux indicateurs de prospérité

1 Le PIB = Consommation + Investissements + Dépenses gouvernementales + Exportations nettes - les importations.

qui pourraient refléter la richesse et la complexité de la vie de nos sociétés¹.

Depuis des décennies, tant dans les cercles académiques que politiques, on évalue l'opportunité de mesurer autre chose que la croissance pour rendre compte des dimensions importantes de la vie des citoyens, on cherche à déterminer la meilleure façon de le faire et sur quels facteurs se baser. Il est clair que les indicateurs ne seront jamais, à eux seuls, la réponse entière à la question de la soutenabilité, mais en intégrant des préoccupations plus ou moins diversifiées, ils peuvent attirer l'attention des responsables politiques et devenir une boussole importante.

Il n'existe pas de définition objective du bien-être. Or, construire un indicateur alternatif ou complémentaire au PIB, c'est nécessairement véhiculer une certaine idée du bien-vivre, ne serait-ce que par le choix de ses différents composants et de leur éventuelle pondération. L'exercice, on le verra, n'est guère aisé et requiert, selon nous, l'implication de tous les acteurs de la société, en ce compris les citoyens. Loin d'être pris en compte seulement au travers de leurs choix en tant que consommateurs, ils peuvent être appelés à jouer un rôle important, complémentaire à celui des responsables politiques et des experts.

L'analyse de six tentatives visant à prendre en compte différentes facettes de la prospérité fera l'objet du deuxième chapitre. L'expérience a en effet été tentée dans de nombreux endroits du monde, y compris tout près de chez nous ! Ces exemples illustreront la diversité des types d'indicateurs complémentaires mais permettront également de percevoir dans quelle mesure ces outils peuvent contribuer à répondre à l'enjeu de la transition auquel nous faisons face. Nous verrons que les écueils sont nombreux autour de la construction de ces indicateurs et que "ce qui compte ne peut pas toujours être compté, et ce qui peut être compté ne compte

1 Une réflexion autour du concept de prospérité a récemment été menée par un groupe de chercheurs rassemblés autour d'Isabelle Cassiers. Voir Cassiers, I. et alli (2011), *Redéfinir la prospérité. Jalons pour un débat public*, Editions de l'Aube.

pas forcément”, selon la citation souvent attribuée à Albert Einstein. Puisque nous souhaitons analyser dans quelle mesure et à quelles conditions les citoyens peuvent s'approprier et contribuer à la réflexion sur la mesure de l'évolution de notre société, une partie des indicateurs choisis seront caractérisés par un apport citoyen, de plus ou moins grande ampleur.

Le troisième chapitre s'appuiera sur les éléments précédents pour souligner en quoi le processus de création des indicateurs complémentaires touche véritablement le cœur même des défis de notre vie en société. Nous traversons une période difficile où les enjeux, locaux et globaux, ne sont guère aisés à démêler et où les citoyens ont de moins en moins le sentiment de pouvoir peser sur les décisions collectives, les choix politiques et leur destin commun. Les scientifiques et les politiques ont pourtant besoin que les citoyens réfléchissent et se positionnent. Il en va du bon fonctionnement de notre démocratie et de la réussite de la transition vers un monde plus durable. L'enjeu de cette étude est, précisément, de souligner l'importance à la fois d'impliquer tous les acteurs de cette société autour des questions de mesure de la prospérité et d'articuler des outils de mesure de types et de portées différents.

Il y a aujourd'hui une vraie nécessité de clarifier les enjeux aux yeux des citoyens et ce, pour aider à comprendre, à se faire une opinion et *in fine* à agir. Ce n'est pas parce que notre monde est complexe qu'il faut tomber dans la confusion. C'est la ligne dans laquelle s'inscrit cette étude par laquelle nous souhaitons apporter un éclairage modeste aux questions que tout un chacun peut être amené à se poser à propos de la recherche collective d'un mieux-vivre au sein de notre système démocratique et économique. Il est important de se doter d'outils permettant de résister au sentiment d'impuissance, de multiplier les lectures, discussions, réflexions, interpellations et initiatives créatives qui permettront, progressivement, aux acteurs civils de renforcer leur place et leur confiance dans la construction du projet de société commun.

CHAPITRE 1 :

Constats et enjeux

Nous faisons face à des enjeux d'une extrême complexité, mêlant volets économiques, sociaux et environnementaux, croisant niveaux individuels et collectifs. Le fonctionnement actuel de nos sociétés, qui propose la croissance et la productivité en réponse aux multiples crises qui menacent toutes les nations, est-il à même de relever le défi ? Sans doute la réponse dépend-elle de l'objectif que nous nous fixons collectivement et de la vision de la prospérité et du bien-être que nous défendons.

Dans ce premier chapitre, nous verrons combien, alors que le soutien à la croissance est largement répandu au sein des sphères tant politiques qu'économiques, l'urgence écologique et les enjeux sociaux remettent à l'avant-scène le questionnement sur les outils de mesure du développement de nos sociétés. En effet, si le PIB n'est pas un indicateur de bien-être, quelles sont les dimensions qui lui manquent ? Et en vertu de quelle vision du monde ? Quelques pistes de réflexion sur la définition de l'objectif des sociétés concluront ce chapitre.

De la croissance économique pour répondre aux crises

Quand la croissance nous sauve...

Pour comprendre la place prépondérante qu'occupe aujourd'hui la croissance dans notre modèle économique mais aussi dans notre imaginaire occidental, un petit détour par l'époque d'après-guerre est utile. Sans se lancer dans un cours d'histoire du capitalisme, on se rappellera que, dès 1945, les pays développés ont connu une période de croissance rapide de leur économie, marquée par une progression de leur produit national brut en moyenne de 5 % par an. Cet âge d'or, qu'on appelle communément les "Trente Glorieuses", permit à des populations entières de relever la tête après le traumatisme de la guerre.

Une forte augmentation de la demande a caractérisé cette époque. Elle était bien sûr d'abord liée à la nécessité de reconstruire les pays détruits par la guerre. Infrastructure, logements, usines, tout était à refaire et le secteur du bâtiment, par exemple, était alors en pleine expansion. Ces années sont aussi celles du baby-boom, avec des familles élargies dont les besoins étaient plus importants. On peut ajouter que, après des années de pénurie et de privations, tout le monde avait simplement envie de vivre à nouveau sans compter. A cette demande en hausse a répondu la modernisation de l'industrie et de l'agriculture qui, grâce à des investissements importants, a permis le développement de techniques nouvelles et plus efficaces. La productivité des exploitations agricoles et des usines s'est accélérée de façon remarquable. Le commerce mondial a également pris son envol avec, notamment, une diminution des taxes douanières¹. De grands chantiers sociaux ont été réalisés avec, entre autres, la protection des travailleurs par un revenu minimal garanti et l'indemnisation des chômeurs. On a eu l'impression d'assister, pendant ces années, à un véritable cercle vertueux : puisqu'on achetait plus, il fallait produire plus, ce qui permettait la création de nouveaux emplois, qui à leur tour généraient une hausse de la consommation. On comprend qu'à l'époque, la théorie de la croissance ait fait des émules.

Quand la croissance nous coûte

Et pourtant, dès la moitié des années 1970, les discours se firent moins enthousiastes. La croissance chutait un peu partout face à des prix en constante augmentation. Le fléau du chômage refaisait surface dans de nombreux pays. Les chocs pétroliers de 1974 et de 1981 portèrent un coup sévère à l'économie mondiale et les inégalités sociales, inexorablement, se creusèrent. On tenta dès lors de reproduire le schéma des années précédentes. Mais la machine semblait enrayée et l'impérieuse volonté de renouer avec la croissance imposa des choix économiques et politiques dont la facture sociale fut, cette fois, souvent douloureuse. On commençait à percevoir

1 En 1947 est signé l'Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce (GATT) qui, en éliminant les barrières douanières, constituait un premier pas (round) vers la libéralisation du commerce mondial.

que la période des “Trente Glorieuses” avait bénéficié de facteurs et conditions exceptionnels (dont, entre autres, l’exploitation des colonies) et qu’on allait devoir, pour maintenir cette croissance, ouvrir la voie à une double dette, financière ET environnementale, qui continuerait à gonfler au fil des ans.

A cela s’ajoute, depuis l’été 2007, un système financier international qui traverse l’une de ses plus graves crises depuis 1929. On est passé, par phases successives, d’une crise limitée (dite des *subprimes*) à une crise systémique des systèmes bancaire et financier mondiaux, révélant par là-même leur fragilité et celle du modèle de croissance hérité de l’après-guerre.

Les conséquences touchent de très nombreux secteurs et, même en se limitant au quantifiable, il serait difficile d’établir ce qu’a coûté – et continue de nous coûter – cette crise qui, de financière, est devenue globale. En effet, qu’inclut-on dans le calcul ? Le coût du sauvetage des banques, l’augmentation du chômage, l’essoufflement de la croissance, la diminution des crédits ? L’exercice est particulièrement complexe, au vu de l’enchevêtrement des responsabilités. Nul doute aussi que les stratégies de communication des uns et des autres rendent toute quantification précise malaisée puisqu’il faut réussir le jeu équilibriste d’à la fois “rassurer” les marchés, “rendre la confiance” aux consommateurs, “responsabiliser” le politique, “encourager” les investisseurs, etc¹.

Le fait est que la crise est multiforme, multifactorielle et que ses conséquences touchent les secteurs les plus variés. La reprise est beaucoup plus lente que prévu et les prévisions de progression du PIB mondial sont constamment revues à la baisse². Au sein des institutions financières, on s’en inquiète et on met tout en œuvre pour “booster” la

1 En Belgique, la Cour des comptes a estimé, dans un rapport de janvier 2011, à 15 milliards d’euros le coût du sauvetage du système financier. Certains affirmaient que ce sauvetage ne devrait avoir aucun impact sur la bourse des citoyens (F. Fillon, 15 octobre 2008), d’autres au contraire que la crise de la dette avait déjà coûté, en 2010, 1200 euros par habitant (Journaux *De Tijd* et *L’Echo*, 27 novembre 2010).

2 Voir par exemple le dernier rapport de l’ONU, *World Economic Situation and Prospects*, mid-2013.

croissance. L'essoufflement de l'Europe préoccupe particulièrement les organismes financiers qui, comme le Fonds monétaire international (FMI), notent un décalage croissant entre l'UE et les Etats-Unis : "Ce qui était jusqu'à présent une reprise à deux vitesses – forte dans les pays émergents mais plus faible dans les économies avancées – devient une reprise à trois vitesses", déclarait en avril 2013 le chef économiste du FMI, Olivier Blanchard, n'hésitant pas à qualifier la zone euro de "maillon faible" de l'économie mondiale¹.

Le positionnement des institutions internationales

Au niveau des instances financières et organisations internationales, un consensus semble toutefois se maintenir autour de la croissance économique comme solution à cette crise multiforme. Les déclarations de représentants de ces institutions, les rapports offrant analyses, incitant les pays à adopter des mesures plus radicales, proposant des modèles et conseils sont légion et abondent généralement dans le sens d'une croissance forte qui, seule, permettrait de sortir du cycle infernal de la dette et du chômage.

En vrac, quelques illustrations de ce "focus croissance"... En juillet 2013, les ministres des Finances des pays membres du G20 ont décidé de laisser l'austérité de côté dans les discours pour mettre en avant le fait que la "priorité à court terme est de doper l'emploi et la croissance" et ce, pour soutenir une économie mondiale fragile². La décennie 2010-2020 a été placée par la Commission européenne sous le triple signe de la croissance : croissance intelligente, croissance durable et croissance inclusive³. Du côté de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), c'est notamment sur base des recommandations des rapports annuels "Objectif croissance" publiés depuis 2005 que sont suivis les pays en ce qui

1 Voir le rapport du FMI(2013), *Perspectives de l'économie mondiale*, avril et la mise en ligne du 16 avril 2013, sur le blog du FMI – "IMFdirect".

2 Voir le Communiqué final de la réunion des ministres des Finances et des gouverneurs des Banques centrales, tenue à Moscou les 19 et 20 Juillet 2013. Accessible sur www.g20.org

3 Commission européenne (2010), *Europe 2020, Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive*, mars.

concerne l'évaluation de leurs performances économiques et leurs politiques structurelles dans un large éventail de domaines.

Il ne s'agit pas d'un positionnement de type "médiatique". Pour s'en assurer, il suffit de lire Michael Spence, Nobel de l'économie en 2011, lorsqu'il résume l'idéologie soutenant les politiques actuelles : "La croissance n'est pas une fin en soi. Mais elle permet aux individus et aux sociétés d'atteindre d'autres objectifs importants. Elle permet à *la masse* des gens d'échapper à la pauvreté et au collier de misère. Il n'y a jamais rien eu d'autre de semblable. (...) Bref, nous estimons que la croissance est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour amplifier le développement, offrant aux hommes et aux femmes la possibilité d'être productifs et créatifs"¹.

Notons que c'est en tant que président de la Commission sur la croissance et le développement que s'exprimait M. Spence². Cet organe, dissout aujourd'hui, visait à proposer des stratégies en vue d'assurer une croissance mondiale "vigoureuse et durable". L'étude a principalement porté sur les treize pays étant parvenus à atteindre – et maintenir – une croissance de 6-7 % pendant la dernière décennie afin d'en identifier les bonnes pratiques et proposer à tous les autres les clés de ces *success-stories*³. Le Fonds monétaire international (FMI) relaie cette analyse et insiste pour que les pays dits "développés" appliquent les techniques de ces bons élèves de la classe⁴. Situation ironique quand on sait qu'une partie de ces pays (dont l'Inde, la Chine et le Brésil par exemple) sont précisément ceux qui ont toujours refusé d'appliquer les recommandations du

1 Commission sur la croissance et le développement (2008), *Rapport sur la Croissance, Stratégies à l'appui d'une croissance durable et d'un développement solidaire*.

2 Cette Commission, créée en 2006 pour analyser précisément les liens entre croissance et développement, était composée d'une vingtaine d'éminents experts académiques et du monde des affaires.

3 Il s'agit du Botswana, Brésil, Chine, Indonésie, Japon, République de Corée, Malaisie, Malte, Sultanat d'Oman, Singapour, Hong Kong Chine, Taïwan Chine et Thaïlande.

4 Voir, par exemple, le rapport *Global Resilience, Sustainable Recovery Are IMF Work Priorities*, 6 juin 2013.

FMI et de la Banque mondiale telles que décrites dans le Consensus de Washington...¹

On le voit, la pression est partout maintenue pour qu'aucun pays n'échappe à l'effort mondial en vue de favoriser le libre-échange et d'augmenter la richesse des nations.

Le point de vue des syndicats

Pour s'assurer du caractère unanime de la prise de position en faveur de la croissance, il faudrait poursuivre l'analyse auprès d'acteurs ou de secteurs différents. Que pensent les représentants des travailleurs, des consommateurs ou les épargnants, par exemple, des pistes de sortie de crise ? Nous avons choisi l'un de ces groupes, les syndicats, pour voir si, à un autre niveau de préoccupation, l'analyse se révèle différente.

On constate que pour les syndicats aussi, la croissance semble la voie royale pour sortir les travailleurs de l'ornière. La Confédération des syndicats chrétiens (CSC) en Belgique déclarait ainsi, dans un communiqué le 24 février 2013, que le principal défi était de faire redémarrer la croissance économique et l'emploi et ce, pour rétablir la confiance du consommateur.

En France, la Confédération générale du travail (CGT) s'inscrit dans la même ligne et titrait, dans un communiqué publié le 13 juillet 2013 sur son site : "Pour renouer avec la croissance, il faut augmenter les salaires".

Le 25 mai 2012, alors que Herman Van Rompuy, président du Conseil européen, invitait les dirigeants européens à une réunion informelle pour parler de croissance, Bernadette Ségol, Secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats, exprimait sa satisfaction dans un communiqué : "Nous nous félicitons du récent intérêt des dirigeants européens pour la croissance".

1 Il s'agit d'un ensemble de mesures et de réformes suggérées (voire imposées dans certains cas) par la Banque mondiale et le FMI pour les pays faisant face à une crise de la dette.

On aurait *a priori* pu penser que les syndicats seraient les plus farouches opposants à une croissance à tout crin, au vu des dégâts sociaux qu'elle engendre. Toutefois, ces réactions s'expliquent sans doute par le fait que leur engagement en faveur de la protection des travailleurs a lieu dans un contexte extrêmement tendu où les choix politiques proposés oscillent entre austérité et croissance. Tant que l'on reste dans le cadre de l'économie de marché, difficile d'appuyer autre chose que la croissance.

Il n'est guère besoin d'exemples supplémentaires pour illustrer le fait que nous ne voyons plus, dans nos sociétés contemporaines, de salut hors de la croissance économique. Pourtant, "celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est un fou, ou un économiste", affirmait avec un soupçon de malice Kenneth Boulding, économiste et philosophe américain en rupture avec l'économie orthodoxe et, comme lui, de nombreuses voix – et non des moindres, nous le verrons – qui s'élèvent depuis des années contre cette analyse s'érigeant trop souvent en état de fait.

Depuis les années 1970 au moins, le caractère insoutenable de notre modèle de croissance est en effet montré et démontré, toutes disciplines à l'appui. Les enjeux de soutenabilité font l'objet du point suivant et sont la toile de fond des questions fondamentales posées par ces économistes (en marge), sociologues, philosophes, politiciens ou citoyens : la croissance permet-elle vraiment d'atteindre nos objectifs en tant que société (locale ou globale) ? Est-elle véritablement synonyme de progrès ? Et, si l'on admet ses limites et celles du PIB, comment, au niveau de la comptabilité nationale, "prendre en compte ce qui compte"¹ ?

1 Cette question a notamment fait l'objet d'un article de Isabelle Cassiers et Géraldine Thiry: Cassiers, I., Thiry, G. (2009), "Au-delà du PIB : réconcilier ce qui compte et ce que l'on compte", in *Regards Economiques*, n° 75.

Enjeux de soutenabilité

Comme l'arbre qui cache la forêt, derrière la question de la croissance comme unique paradigme de développement, se trouve un enjeu plus global lié à la soutenabilité : Si l'on doit aujourd'hui se pencher sur la question de la richesse ou de la prospérité, c'est parce que les modes de production et de consommation sont tout simplement devenus insoutenables à l'échelle planétaire. Réfléchir à la soutenabilité est un impératif en termes sociaux et environnementaux. La nécessaire articulation de l'individuel et du collectif nous rattrape.

Tim Jackson soulignait, dans son ouvrage *Prospérité sans croissance* (2010), que “la vision du progrès social qui nous meut – fondée sur l'expansion permanente de nos désirs matériels – est fondamentalement intenable. (...) En recherchant la bonne vie aujourd'hui, nous érodons systématiquement la base du bien-être de demain”¹. Si l'on peut aisément comprendre, au vu de notre expérience de développement dans l'Europe d'après-guerre, que la logique “croissance égale prospérité” attire considérablement les pays les plus pauvres de la planète, que faire de ce raisonnement pour toutes les personnes qui, vivant dans les pays riches, disposent déjà d'un confort matériel certain et ont accès à un nombre impressionnant de biens de consommation ? A côté du mal-être d'un nombre grandissant de citoyens et des disparités de revenus énormes que la croissance de ces dernières décennies n'a nulle part permis de faire diminuer, nous sommes aussi confrontés aux limites de la planète. C'est la question qui se trouve au cœur de l'ouvrage de Tim Jackson : “comment – et pour combien de temps – la croissance est-elle possible sans s'opposer aux limites écologiques d'une planète finie”² ?

Notre propos n'est pas ici de dresser un portrait de la crise, qu'elle soit sociale ou environnementale, mais plutôt de pointer du doigt quelques-uns des phénomènes qui, marquant notre époque de façon négative, mettent en relief l'importance, une fois encore, de prendre

1 Jackson, T. (2010), *Prospérité sans croissance*, Etopia, De Boeck, p. 20.

2 *Ibid.*, p. 23.

distance et de remettre en question certains de nos choix de société, y compris ceux qui pourraient parfois sembler incontournables.

Face aux limites environnementales

De très nombreux rapports et ouvrages d'analyse mettent en lumière, depuis le "Rapport Meadows" de 1972¹, l'urgence dans laquelle nous nous trouvons de réagir aux dégradations causées par l'activité humaine sur la planète et ses écosystèmes². Ainsi par exemple, Johan Rockström, directeur du *Stockholm Resilience Center*, et son équipe ont-ils identifié neuf frontières de la planète à ne pas dépasser. Certaines sont malheureusement gravement en danger. C'est le cas de la perte de la biodiversité et du taux de gaz carbonique (CO₂) dans l'atmosphère³. Rares sont aujourd'hui ceux qui nient les conclusions des experts et soutiennent que nous pourrions simplement continuer à vivre comme aujourd'hui.

Pourtant, ce point des limites environnementales voit s'opposer les tenants de la "soutenabilité faible" et ceux de la "soutenabilité forte". Ces notions sont importantes car elles recouvrent deux conceptions radicalement différentes du développement durable. Dans la vision de soutenabilité dite "faible", on considère que les dommages environnementaux ou sociaux peuvent toujours être "compensés" ou "substitués". On se dit donc que le changement climatique (ou l'épuisement de certaines ressources par exemple) ne posera pas de problème puisque les avancées technologiques permettront de

-
- 1 Ce rapport, commandé par le Club de Rome et réalisé par des chercheurs du Massachusetts institute of technology (MIT), a pour la première fois remis en cause les vertus de la croissance au nom d'une prise de conscience à la fois d'une pénurie prévisible des sources énergétiques et des conséquences du développement industriel sur l'environnement. Ce rapport a été, en 2002, soit trente ans plus tard, remis à jour par ses auteurs. Meadows, D et autres (1972), *The Limits to Growth*, A report to the Club of Rome, New York, Universe Books.
 - 2 Voir, par exemple, les rapports du GIEC (www.ipcc.ch), dont le cinquième est sorti en septembre 2013, les travaux de l'Evaluation des écosystèmes pour le millénaire (www.unep.org/maweb/en), Stern, N. (2007), *The Economics of Climate Change : the Stern Review*, Cambridge, Cambridge University Press; Brown, P. et Garver, G. (2008), *Right Relationship – Building a whole Earth Economy*, San Francisco, Berret-Koehler Publishers Inc.
 - 3 Voir l'article publié dans la prestigieuse revue *Nature* : Rockström et coll. (2009), "A safe operating space for humanity", in *Nature*, n° 461, pp. 472–475.

faire face aux pertes ou aux changements. La proposition, dans ce modèle, est par conséquent de garder la croissance, à condition d'être capables de maintenir aussi une capacité de production au moins égale, et donc un bien-être au moins équivalent dans le futur.

La soutenabilité dite "forte" part, quant à elle, du principe que c'est le capital naturel qui détermine le bien-être de l'homme et qu'il doit donc être considéré comme le facteur de limitation de la croissance : comme tout système qui se respecte, la terre possède en effet des limites au-delà desquelles sa stabilité est compromise. Il faut donc prendre en compte l'irréversibilité de certaines dégradations et intégrer les seuils critiques car rien ne permettra de compenser, en matière d'équilibre global, la perte de biodiversité ou les changements subis en raison, par exemple, du réchauffement climatique.

Soutenabilité sociale

Si notre modèle de croissance nous confronte aux limites de la planète, nous voyons tous les jours que c'est aussi la soutenabilité sociale qui est en péril. Les équilibres sociétaux sont bien sûr toujours délicats et il revient à chaque époque de les redéfinir en fonction des choix et du cours de l'évolution des sociétés. Nul besoin toutefois d'être responsable des ressources humaines en entreprise ou fin psychologue pour se rendre compte que la phase traversée aujourd'hui est particulièrement critique, tant au niveau du rapport au travail que dans les relations interpersonnelles. Côté travail, le taux de "burn-out", comme on appelle communément le syndrome d'épuisement (entre autres) professionnel, ne cesse d'augmenter parmi les travailleurs du public comme du privé. Parallèlement, on constate un désinvestissement croissant de la valeur "travail". La course à la performance et aux rendements pousse de plus en plus de managers et autres responsables à prendre des décisions entraînant des effets pervers pour les travailleurs. Pour nombre d'analystes, l'entreprise devient véritablement "toxique"¹ : efficacité, productivité et croissance trahissent, en tant que maîtres-mots de notre époque, un nouveau rapport au travail et une

1 Sarfati, F. (2008), *L'entreprise autrement*, L'Harmattan, Paris.

conception différente de la personne, qui semblent ne pas toujours correspondre aux aspirations des individus et qui mènent à l'épuisement des ressources humaines.

Parallèlement, en dépit du développement extraordinaire des technologies de l'information et de la communication, nous faisons face à une véritable crise de la relation. Les sentiments de solitude et d'exclusion sont vécus sous d'innombrables formes et touchent indistinctement toutes classes sociales et secteurs d'activités. La question du lien social est aujourd'hui terriblement sensible et en souffrance.

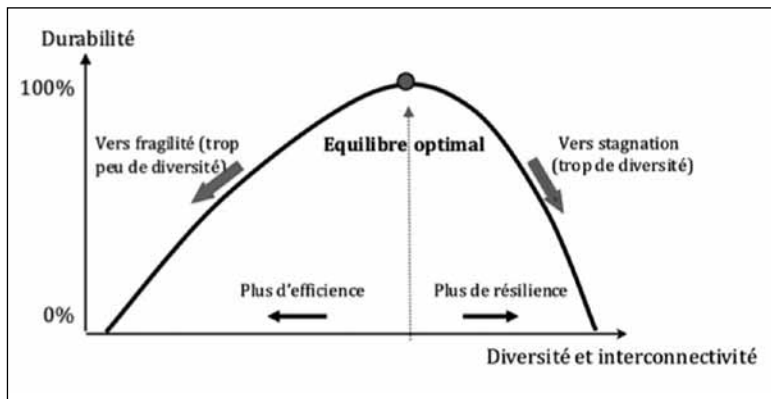
S'inspirer de la nature

Nous sommes, à bien des égards, en train de réduire la diversité de notre monde. Le spectre de l'uniformisation s'étend du domaine artistique à celui de l'alimentation, de la gestion économique au secteur des loisirs. Au niveau environnemental, par exemple, la fréquence des signaux d'alarme concernant la perte de la biodiversité s'intensifie et notre modèle agricole est de plus en plus caractérisé par l'intensification de la production et la monoculture. Or c'est la diversité qui, au-delà de faire la richesse de notre monde, en permet la survie. La nature fonctionne de cette façon depuis toujours, ce qui lui permet de s'adapter aux changements et de résister aux chocs. A un niveau macro pourtant, les avantages de l'uniformisation, entre autres liés aux économies d'échelle, font que l'on tend souvent à la préférer à la diversité...

La capacité d'un système (naturel comme une forêt ou humain comme une communauté) à se remettre d'un choc et à retrouver, le plus rapidement possible, un nouvel équilibre qui lui permette de fonctionner, s'appelle la résilience. Elle est caractérisée par sa souplesse et se nourrit de la diversité (qu'il s'agisse de compétences, de stratégies d'alimentation ou d'autres). Mais trop de diversité, si elle conduit à une meilleure résilience, diminue l'efficacité¹ car elle signifie la dispersion. A l'inverse, une perte trop forte de diversité, si elle augmentera l'efficacité, ne permettra pas non plus d'atteindre

1 Rapport entre le degré d'atteinte d'un objectif et les coûts ou efforts rendus nécessaires.

un bon niveau de soutenabilité car elle n'aura aucune résistance aux chocs. Entre ces deux polarités, il faut donc trouver l'équilibre ! C'est ce qu'ont proposé des chercheurs à travers le schéma ci-dessous, inspiré des stratégies adoptées par la nature¹.



L'objectif ultime de la nature est, bien entendu, sa survie. Elle tendra donc toujours vers le maximum de "soutenabilité". Que constate-t-on ? Que ce sommet de la durabilité correspond à un niveau très précis de diversité, qui permet l'équilibre optimal entre efficacité et résilience (notons en passant que ce point se situe plus dans le sens de la résilience que vers l'efficacité). Le secret de la survie de la nature est donc précisément cette diversité qui lui permet à la fois de poursuivre le développement des espèces et éco-systèmes (efficacité) tout en résistant aux événements traumatiques (résilience).

Une leçon à tirer pour nous, pour revenir à un fonctionnement plus équilibré de nos sociétés ? On pourrait en tous cas garder en tête cette "recette", exploitée depuis toujours par la nature, et l'appliquer à la gestion de bien des domaines, qu'il s'agisse d'orienter nos stratégies d'exploitation des ressources ou d'opérer des choix de politique

1 Lietaer, B., Ulanowicz, R. et Goerner, S. (2010) "Is Our Monetary Structure a Systemic Cause for Financial Instability ?", in *Journal of Futures Studies* (Special Issue on the Financial Crisis).

monétaire¹. Le maintien de la diversité naturelle et la recherche de la diversification dans nos modes de gestion pourraient constituer une ligne de conduite pour la soutenabilité de nos sociétés.

Revenons à présent précisément à cette gestion de nos sociétés et voyons en quoi le PIB, instrument central de notre système économique, est insuffisant pour poser des choix durables concernant l'évolution et le bien-être de ses acteurs.

Qui dit croissance dit bien-être ? Les limites du PIB

Ce bijou des comptabilités nationales semble aujourd'hui tout à fait incontournable pour comparer les performances des pays, visualiser les progrès réalisés par chacun et les lacunes des différents secteurs de l'économie : "C'est un concentré statistique qui réussit la prouesse de résumer en un seul chiffre – qui peut augmenter avec le temps – les efforts incessants et la variété déconcertante d'une économie nationale"². Calculée par des techniciens statisticiens, l'information est ensuite transmise aux responsables politiques et les résultats traduits en politiques publiques. Tout semble parfaitement rôdé. Oui mais... En fait, de quoi parle le PIB ? Clarifions ce dont il nous informe et... ce qu'il ne dit pas.

Pour rappel, d'un point de vue technique, le PIB nous indique le niveau des flux de création de richesses marchande et monétaire d'un pays. Il permet d'évaluer la situation économique d'un pays dans le temps et d'établir des comparaisons entre pays. En ce sens, l'addition du PIB est tout à fait exacte. Mais attention, elle ne représente donc que la valeur monétaire de la production d'un pays, à laquelle on ne pourrait réduire toute la richesse de celui-ci ! Pourtant, on a progressivement fait glisser cet indicateur d'un usage strictement technique lié à l'activité économique d'un pays à une représentation du niveau de bien-être de celui-ci. Le PIB ferait-il l'objet d'une méprise

1 Pour approfondir cette question de diversification de nos stratégies monétaires, voir les derniers ouvrages de Bernard Lietaer (*Money and Sustainability : the missing link*, 2012 ; *Au cœur de la monnaie*, 2011 ; *New Money for a New World*, 2011).

2 Commission sur la croissance et le développement (2008), *Rapport sur la croissance, stratégies à l'appui d'une croissance durable et d'un développement solidaire*, p. 21.

malencontreuse ? Difficile d'y croire, vu le système économique qui est le nôtre et qui, comme nous l'avons vu, place la croissance au centre de son fonctionnement et comme moyen central, pour les nations, d'apporter développement et stabilité à leur population. Dans un tel système, assimiler bien-être au PIB est un pas vite franchi.

Voyons pourquoi ce glissement est erroné, voire dangereux...

“L'argent ne fait pas le bonheur” ou le paradoxe du bien-être

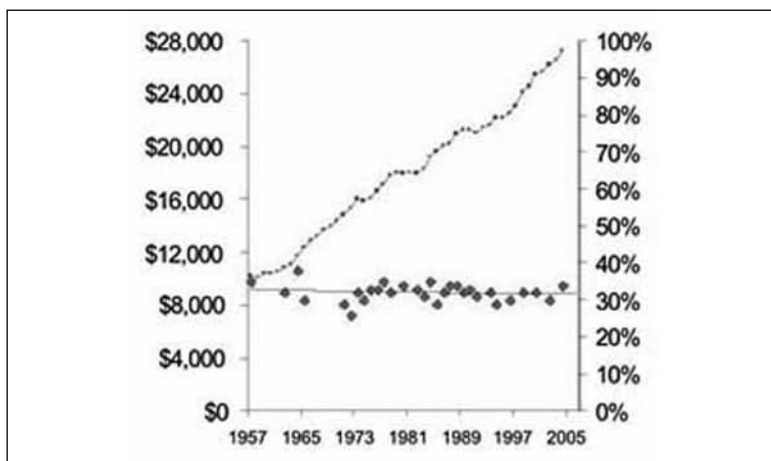
Nous connaissons tous cet adage issu de la sagesse populaire. On connaît peut-être moins les travaux statistiques qui le confirment. Un économiste américain, Richard Easterlin, a cherché dans les années 1970 à comprendre si et dans quelles conditions l'argent pouvait augmenter notre satisfaction de vie. Ce qu'il a découvert a fait figure de révélation à l'époque ! Son constat était le suivant : oui, la richesse (ou plutôt l'augmentation de revenus) augmente le niveau de bonheur mais... seulement jusqu'à un certain point. Passé ce seuil de richesse ou de développement économique, la satisfaction de vie va stagner, et les gens ne se déclareront pas plus heureux, même si la croissance économique se poursuit de façon régulière¹. Tous les pays du monde ont, bien entendu, été soumis au test du “paradoxe d'Easterlin”, du nom de son auteur, avec des résultats étonnamment similaires².

Prenons, pour illustrer ceci, l'exemple d'un pays à revenu élevé, les Etats-Unis, (voir schéma ci-dessous³). Le pouvoir d'achat des Américains (pointillés en ligne ascendante) a presque triplé en trente ans, depuis 1950, alors que la satisfaction déclarée (losanges) reste presque inchangée.

1 Easterlin, R.A. (1974), “Does economic growth improve the human lot ?”, in David, P.A., Melvin, W.R. (Eds.), *Nations and Households in Economic Growth*, Academic Press, New York, pp. 89-125.

2 Des données concernant d'autres pays peuvent être consultées sur la “World Happiness Database” disponible sur : www.worlddatabaseofhappiness.eur.nl/

3 Les données sur le bonheur sont issues du *National Opinion Research Center General Social Survey* ; les données sur les revenus du *Historical Statistics of the United States et Economic Indicators*.

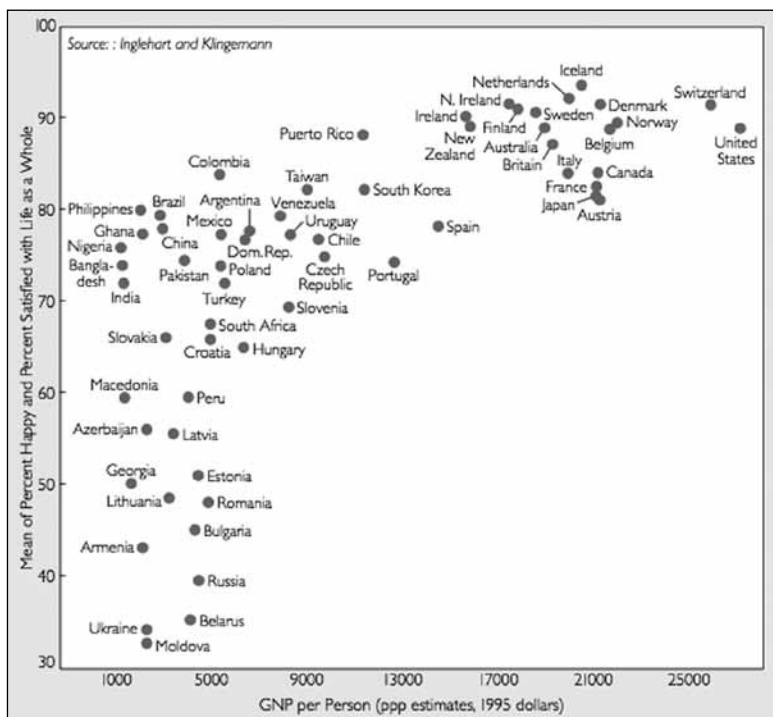


Ce graphique relatif aux Etats-Unis met donc en lumière le fait que, une fois un certain nombre de besoins de base comblés, l'argent ne fait plus le bonheur. D'autres études apportent des résultats tout à fait équivalents dans les pays européens.

Cela étant, on pourrait affiner quelque peu cette affirmation, d'une part en comparant des pays aux revenus différents et, d'autre part, avec des données issues des différentes couches de la population d'un même pays. Si l'on compare les pays entre eux (voir schéma ci-dessous¹), c'est ce fameux "seuil", de 15.000 \$ de revenus par tête, qui fait la différence². On constate en moyenne que le groupe des pays les plus riches est plus heureux que celui des pays les plus pauvres, du moins que ceux qui se situent sous le seuil de revenu. Mais la courbe du bonheur de ceux au-delà du seuil n'augmente pas vraiment alors que, pour les pays aux revenus très faibles, la tendance générale montre une courbe en augmentation relativement marquée.

1 Worldwatch Institute, *State of the world 2008. Innovations for a sustainable economy*, p. 51.

2 Layard, R. (2005), "Rethinking Public Economics : The Implications of Rivalry and Habit", in L. Bruni & P. L. Porta (Eds.), *Economics & Happiness. Framing the analysis*, Oxford University Press, Oxford, p. 3.



Au cœur du paradoxe du bien-être, on se rend donc compte qu'il importe d'être nuancé : la croissance est nécessaire et utile pour toute une série de pays pauvres et permet de véritablement faire une différence pour eux. C'est par contre dans les pays plus riches que les avantages d'une augmentation constante du développement économique sont nettement moins évidents.

Au sein d'un même pays, qu'observe-t-on ? Si l'on suit le raisonnement de base, on devrait constater un point de contact entre les courbes de satisfaction des plus riches et des plus pauvres, celle des premiers stagnant alors que celle des seconds continuerait à croître. Il n'en est rien : les courbes ne se croisent jamais... Les riches restent toujours globalement plus heureux que les pauvres.

Comment comprendre ces phénomènes ? Parmi toutes les explications fournies par l'abondante littérature au sujet des motivations, blocages et intérêts des individus, nous en retiendrons deux. D'abord, l'**effet de comparaison**, qui permet de comprendre pourquoi, dans le cas des individus d'un même pays, on voit que les riches restent globalement plus heureux que les pauvres. Nous, êtres humains, avons une propension à nous comparer aux autres et apprécions le fait de sentir que nous avons un "quelque chose" en plus par rapport à notre entourage. C'est donc en fait le revenu relatif (par rapport aux autres) qui rend les riches heureux et non pas leur revenu absolu et, inversement, c'est la comparaison avec d'autres plus riches qui grève la satisfaction des plus pauvres, même si leur situation s'améliore objectivement. Un deuxième élément de notre fonctionnement psychologique est l'**effet d'accoutumance**. On tend à s'habituer au confort, au bien-être matériel ! Il en faut donc toujours plus pour nous satisfaire.

Précisons toutefois que cette question du lien entre revenu et bonheur et les conclusions à en tirer font, aujourd'hui encore, l'objet d'un débat acharné et ce, aussi bien pour les analyses aux niveaux micro que macro. Certains chercheurs réfutent en effet l'existence du paradoxe d'Easterlin et estiment que la courbe du bonheur continue à croître à mesure qu'augmente celle des revenus et ce, dans tous types de pays¹. D'autres encore, tels que Senik et Clark, soulignent que la croissance continue est nécessaire car, précisément, les individus ont un goût pour un profil de revenu et de consommation croissant dans le temps².

Ce point est intéressant pour notre réflexion, non à cause de la controverse (en partie méthodologique) qu'il suscite, mais en tant

1 Parmi ces chercheurs sceptiques face à la théorie d'Easterlin : Deaton, Stevenson & Wolfers, Lora, etc. Pour un compte-rendu de ce débat, voir Graham, C. (2009), *Happiness around the world. The Paradox of happy peasants and miserable millionaires*. Oxford University Press, Oxford, ch.2.

2 Clark, A., Senik, C. (2008), "La croissance rend-elle heureux ?", in *27 Questions d'économie contemporaine*, Albin Michel, Paris. Sur cette controverse, voir également Deschacht, N. (2013), "The economics of happiness : the conservative current in green economic thought", in *Science & Society*, vol. 77, n° 4, octobre, pp. 569-575.

qu'il nous permet de percevoir à quel point les déterminants du bien-être humain et les difficultés de prise en compte de ceux-ci sont éminemment complexes. On le voit, la relation entre revenu et bonheur est loin d'être linéaire et, particulièrement dans les sociétés industrielles et post-industrielles, beaucoup d'autres aspects entrent en ligne de compte. Nous en parlerons plus loin, lorsque nous envisagerons les déterminants du bonheur (pp. 44-50).

De quoi le PIB ne parle pas

Le parallélisme entre PIB en augmentation et satisfaction de vie croissante serait donc pour le moins incertain. D'autres raisons, inhérentes au calcul du PIB, prouvent qu'il est erroné de vouloir l'utiliser pour mesurer le bien-être.

D'abord, le PIB ne reflète que partiellement la réalité des pays et des pans entiers de ce qui alimente le bien-être des citoyens sont laissés de côté. Ainsi, les bénéfices sociaux résultant, par exemple, des politiques de santé ou d'éducation sont, quoi qu'importants pour les pays, difficiles à intégrer dans la comptabilité nationale.

Une autre limite du PIB, souvent relevée par ses détracteurs, concerne la non-prise en compte du travail domestique, des heures de loisir et autres activités non-marchandes ou n'ayant pas de coût monétaire direct, tel que le travail bénévole. Un exemple classique est celui de l'homme qui épouse sa cuisinière. En effet, le travail de la cuisinière en tant que salariée est pris en compte par la comptabilité nationale, alors que le travail de l'épouse qui prépare les repas ne l'est pas. Le mariage de cet homme avec sa cuisinière fait donc baisser le PIB.

Par ailleurs, à la lecture des résultats économiques d'un pays basés sur le PIB, on ne sait rien de son niveau de pauvreté ou des inégalités économiques et sociales qui le traversent : la question de la répartition des richesses est absente.

Enfin, il faut souligner qu'en tant qu'indicateur de flux, le PIB est impuissant à nous renseigner sur la gestion des patrimoines (individuels ou collectifs), des stocks dans lesquels nous puisons (naturels

par exemple) ou sur les “externalités” de la production. On entend par “externalité” le fait que l’activité d’un agent affecte le bien-être ou la satisfaction d’un autre sans qu’il y ait de compensation pour cet effet. Le cas de la pollution est un bon exemple d’externalité négative (les travaux d’extraction d’une entreprise minière ont un impact sur la population locale dont les cours d’eau sont pollués par exemple). La dépréciation de ce capital naturel ne sera pas non plus reflétée dans le PIB.

Bien au contraire, si on substitue l’accès à la nature ou à l’eau par des biens marchands, comme des routes ou des installations de purification de l’eau, le bilan pour le PIB sera positif, marquant donc un progrès, alors que la réalité du terrain est toute autre. Dans le même sens, si un citoyen tombe malade à cause d’une pollution environnementale et doit acheter des médicaments, ces dépenses seront comptabilisées dans le PIB, alors même que le bien-être de cette personne est loin d’avoir augmenté. Il en va de même si les citoyens se sentent tellement en insécurité chez eux qu’ils installent alarmes et autres instruments de protection, souscrivent à des assurances coûteuses, etc. On ne peut dire que leur satisfaction va augmenter du fait de vivre dans une ville où ils se sentent en danger. Et pourtant, dans ce cas encore, le PIB augmentera.

Un indicateur fort commode

Ces limites sont bien connues et reconnues par les économistes ou comptables nationaux qui répondent – à juste titre – que le PIB avait été initialement construit et utilisé, des années 1940 aux années 1980, comme un élément de la comptabilité nationale et que s’il reste, aujourd’hui encore, un indicateur robuste et pertinent pour de nombreuses analyses économiques, “il n’a pas été conçu pour mesurer la qualité de la croissance”¹. La limite aurait donc été clairement établie. Pourtant, il faut bien reconnaître qu’il a été extrait de l’ensemble “comptabilité nationale” et est bien souvent utilisé aujourd’hui isolément comme “indicateur de richesse” ou même de

1 Gadrey, J. (2007), “Au-delà du PIB, quelles mesures alternatives”, in *X-environnement Croissance et environnement*, septembre.

“bien-être”. On peut se demander, à la suite de Jean Gadrey et de Florence Jany-Catrice, s’il est vrai que les économistes ne sont pour rien dans le glissement de portée de l’indicateur, dans le fait qu’on juge la santé d’un pays le plus souvent en fonction de sa seule croissance économique...¹ En effet, même si nombre d’entre eux restent formellement hors de la sphère politique, leur travail de modélisation et d’analyse empirique se conclut toutefois souvent par des recommandations de politique publique. Et si on y ajoute le rapport au quantifiable, au chiffre et au nombre qui caractérise nos sociétés, on comprend que cet aspect spécifique de la richesse d’un pays reçoive une attention excessive, au détriment de beaucoup d’autres.

En même temps, on ne peut nier qu’il s’agit d’un indicateur à la fois extrêmement pratique et facile à utiliser et que la difficulté de saisir les autres dimensions du progrès (ou de la prospérité) est réelle². Tout ce qui n’est pas susceptible d’accroissement, ou les éléments qui ont de la valeur mais pas de prix, peuvent difficilement entrer dans une logique de monétarisation qui permettrait de les prendre en compte. Si personne ne remettra en question leur valeur en soi ou leur apport pour la société, comment estimer la valeur d’une découverte scientifique, de l’œuvre de Bach ou de la Révolution française ?

La sociologue Dominique Méda a mis en évidence un second élément permettant de comprendre l’absence d’une réelle volonté de prise en compte d’autres éléments que le PIB. Il s’agit de la difficulté, dans nos sociétés, de penser la réalité d’un collectif ou d’une communauté qui, dans son ensemble, pourrait avoir un intérêt différent de celui de chacun de ses membres. Méda soutient d’ailleurs qu’une partie de l’économie classique a progressivement défini l’utilité en fonction de l’individu, au détriment de la dimension collective³. Ce

1 Gadrey, J., Jany-Catrice, F. (2012), *Les nouveaux indicateurs de richesse*, La découverte, Collection Repères, Paris, troisième édition actualisée, p. 18.

2 Dominique Méda, sociologue et philosophe française, a étudié en détail les obstacles – réels ou amplifiés par des économistes soucieux de justifier leur position – à la prise en compte d’autres éléments que la seule production pour évaluer le progrès d’une société. Voir Méda, D. (2009), “Quel progrès faut-il mesurer ?”, in *Revue Esprit*, juin.

3 Les travaux relatifs à l’économie comportementale ou au *social welfare* défendent une position significativement différente.

sont les désirs de chaque homme, plutôt que ceux des hommes vivant en collectivité qui passent dès lors au premier plan.

Cette précision permet également de comprendre que nous avons aujourd'hui, dans notre comptabilité nationale, une vision plus individualiste que collective de la richesse, ne prenant que peu ou pas en compte les patrimoines culturels ou naturels par exemple. Les propositions et pistes alternatives existent pourtant depuis un certain nombre d'années. Nous y reviendrons dans le prochain chapitre mais, sans entrer ici dans les détails, reste l'indéniable impression que, dans nos sociétés modernes, certains éléments sont valorisés et d'autres laissés pour compte. Tout le monde s'accorde à reconnaître l'existence de facteurs plus qualitatifs pouvant participer au bien-être des populations mais on les relègue loin derrière les projets quantitatifs et quantifiables dans l'ordre des priorités.

Et voici précisément la raison pour laquelle le passage du monde des statisticiens à celui de la politique est périlleux ! Si l'on oublie que, bien qu'il soit un instrument de mesure de développement économique commode, le PIB est insuffisant et inapproprié pour mesurer le niveau de bien-être d'un pays et qu'on le met en avant comme critère unique, on risque d'aboutir à des indications trompeuses quant au niveau de richesse de la population et, dès lors, d'entraîner des décisions inappropriées¹. Nombreux sont ceux qui, dans la sphère économique comme politique, reconnaissent, comme le chercheur Tom Dedeurwaerdere, que ce glissement est préoccupant : "l'utilisation massive et inconsidérée du PIB par les économistes travaillant dans le privé comme dans le public, par les décideurs politiques, par le corps enseignant et par les journalistes a entraîné l'acceptation inconsidérée de cette base d'élaboration des

1 Voir par exemple, à ce propos, Stiglitz, J., Sen, A. et Fitoussi, J-P. (2009), *Vers de nouveaux systèmes de mesure*, Paris, Odile Jacobs, pp. 31-32.

politiques dans la société au sens large également”¹. Nous sommes bien entendu ici au cœur de la responsabilité politique.

Quand la science (économique) devient religion...

Derrière la notion de PIB, c’est la science économique dans son ensemble qui doit être ramenée à sa juste valeur, constamment confrontée à l’épreuve de la réalité et prise pour ce qu’elle est, à savoir une science humaine et non une science exacte. D’une part, comme pour toute autre discipline, il ne faut pas faire dire aux économistes ce que leurs théories ou analyses ne disent pas. De nombreux exemples de “malentendus” jalonnent ainsi l’histoire de la science économique, comme celui de Arrow et Debreu dont nous parlerons ci-après. D’autre part, il importe de faire preuve de prudence dans l’application des données à la réalité concrète. De même qu’une navette spatiale peut exploser à cause d’un mauvais calcul, des conséquences dramatiques peuvent également découler d’une erreur dans le champ économique. L’exemple de Reinhart et Rogoff permettra d’illustrer ce point.

Prenons d’abord le cas des économistes Arrow et Debreu dont le modèle, dit “Arrow-Debreu”, a fait l’objet d’interprétations l’éloignant fortement des résultats de ses auteurs. Ce modèle est important en économie car il sous-tend la théorie de l’équilibre général et est l’un des modèles de base de l’économie concurrentielle et du fonctionnement des marchés.

En quelques mots, l’idée est que, sous une série d’hypothèses précises – concernant notamment les préférences des consommateurs, la concurrence parfaite de tous les marchés, l’absence de biens publics, etc. – il est possible d’atteindre un point d’équilibre de l’économie, une sorte de situation optimale dans laquelle la situation est telle que, si on s’en écarte même de façon minimale, par exemple pour améliorer le bien-être d’un seul individu, cela entraînerait

1 Deleurwaerdere, T. (2013), *Les sciences du développement durable pour régir la transition vers la durabilité forte*, Rapport préparé dans le contexte de l’appel d’offre sur la rédaction d’un “Rapport scientifique sur l’organisation de la science”, avec le soutien du ministre du Développement durable et de l’Administration publique du gouvernement wallon, janvier, p. 57.

automatiquement la détérioration du bien-être d'une autre personne (*optimum de pareto*).

Pour les auteurs, il s'agissait d'un résultat purement théorique à propos duquel il est possible de discuter et de réfléchir, mais dont les hypothèses sont en fait impossibles à satisfaire dans la réalité. Néanmoins, des gens ont interprété leur modèle comme la démonstration qu'il fallait, pour le bien-être du plus grand nombre, s'approcher autant que possible d'une situation de concurrence parfaite sur tous les marchés.

Arrow et Debreu ont protesté et rappelé que leur conclusion requiert l'observation de toutes les hypothèses et que rien ne peut être énoncé sur la situation qui résulterait du fait qu'une seule de ces hypothèses ne serait pas observée. Ils ont par ailleurs eu beau rappeler que ce "point d'équilibre" (pareto-optimalité) n'impliquait ni égalité ni justice dans une société donnée, rien n'y a fait et l'on a vu se développer, sur base de leur modèle, des politiques néo-libérales (comme celles de Ronald Reagan et Margaret Thatcher mais aussi du Fonds monétaire international ou de la Banque mondiale) qui ont eu des implications sur la vie réelle de milliards de personnes...

Le deuxième exemple, concernant la prudence de mise lors de l'application des résultats économiques à la réalité, est celui de la coûteuse erreur de deux économistes de l'Université de Harvard concernant l'impact de mesures d'austérité.

De quoi s'agit-il ? En 2010, les deux économistes en question, Reinhart et Rogoff, publiaient l'article "La croissance en temps de dette"¹, qui fut largement relayé par les médias et eût une influence immense sur les choix politiques des mois et années suivants. Qu'établissaient-ils de tellement important ? Qu'une relation très significative existait entre niveau de dette et croissance du PIB. Selon leur principale conclusion, un taux d'endettement supérieur à 90 % du PIB entraînerait une baisse significative du taux moyen de croissance, quel que soit le niveau de développement du pays. On comprend aisément que les partisans de l'austérité (FMI en tête) s'en soient

1 Reinhart, C., Rogoff, K. (2010), *Growth in a time of debt*, NBER Working Paper 15639, janvier.

rapidement emparés et... aient poussé les pays en crise à appliquer des mesures drastiques et des coupes budgétaires. Jusqu'au moment où, le 15 avril 2012, un article publié par d'autres économistes réfute les conclusions de ce travail (contre)preuves à l'appui¹. Ces preuves étaient essentiellement la présentation des "sérieuses erreurs" dans le traitement statistique des données, dans la pondération, etc. On comprend l'ampleur de la controverse qui s'en est suivie².

Au-delà de l'aspect technique de l'erreur, la question de fond reste bien entendu qu'on ne peut prétendre qu'une quelconque science – fût-elle économique, politique ou sociale – nous fournisse le mode d'emploi de la gestion de la "polis". Nous aurons l'occasion d'y revenir. A ce stade de notre étude, rappelons que le PIB est un indicateur robuste de l'activité économique qu'il convient de laisser à sa place car il ne permet pas de se prononcer, ni sur de nombreux volets des progrès réels des pays, ni sur le bien-être individuel. Encore faut-il s'accorder sur ce que signifie le bien-être...

De l'objectif des sociétés

"Tout le monde veut une vie heureuse". Ainsi commence le traité de Sénèque, *De la Vie heureuse*³. Le désir de bonheur serait universel et découlerait de notre nature... Oui mais, en fait, qu'est-ce qui nous rend heureux, en tant qu'individu et comme société ? De tous temps, les hommes ont cherché à répondre à ces questions et à identifier les déterminants du bonheur et de la prospérité⁴. Le mythe d'une économie en éternelle expansion ayant pris quelques coups, vers quel modèle nous tourner à présent, dans notre XXI^e siècle en perte

1 Herndon, T., Ash, M. et Pollin, R. (2013), *Does High Public Debt Consistently Stifle Economic Growth ? A Critique of Reinhart and Rogoff*, PERI University of Massachusetts, 15 avril.

2 Et ce, d'autant plus qu'en janvier 2013 déjà, deux économistes du FMI avaient souligné que les effets dépressifs de l'austérité avaient été largement sous-estimés par l'institution.

3 Sénèque, "De la Vie heureuse", traduction E. Bréhier revue par L. Bourgey (1962), in *Les Stoïciens*, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade.

4 Pour parcourir une histoire des idées quant au bonheur dans la culture occidentale, voir par exemple l'ouvrage extrêmement documenté suivant : Mc Mahon, D. (2006), *Happiness, a History*, Grove Press, New York.

de repères ? La question se pose bien sûr tant aux niveaux individuel que collectif.

De la difficile définition du bonheur

Kant observait à juste titre que “le concept de bonheur est un concept si indéterminé, que, malgré le désir qu’a tout homme d’arriver à être heureux, personne ne peut jamais dire en termes précis et cohérents ce que véritablement il désire et il veut”¹. Aujourd’hui, on constate que nombreux sont ceux qui tendent à assimiler la réussite d’une vie à une performance et à la conquête du pouvoir, qui devient bien souvent une fin en soi. L’observation de Luc Ferry – qui est loin d’être le seul à aller dans ce sens – est claire : “In/out, en hausse/en baisse, en forme/en panne, winner/loser : tout concourt aujourd’hui à faire du succès en tant que tel, et quel que soit le domaine de référence envisagé, un idéal absolu”². Mais, étonnamment peut-être, les critères à l’aune desquels on évaluerait la “réussite” de notre vie aujourd’hui ne semblent pas vraiment coïncider avec ce qui nous rend heureux au quotidien. Car s’il est vrai que l’image de la vie réussie est liée au succès et à la réussite, comment expliquer le nombre de chefs d’entreprises désabusés qui quittent leur navire, le succès d’initiatives locales sans rentabilité mais qui créent des liens entre les gens, etc. ?

Aurait-on eu tendance à oublier ce que l’on sait pourtant depuis toujours, à savoir que les humains ont besoin d’autre chose que de confort matériel pour être heureux ? Dans son ouvrage *Le capitalisme est-il moral ?*, André Comte-Sponville émettait l’hypothèse suivante : alors que la génération soixante-huitarde aurait été caractérisée par son intérêt marqué pour la politique (importance de la militance, de la distinction entre le juste et l’injuste) et la génération suivante plutôt pour des questions morales (les idéaux de l’humanitaire, la distinction entre le bien et le mal), notre époque serait celle, selon lui, de la recherche spirituelle, de la recherche de sens. Pendant vingt siècles d’Occident chrétien, les hommes n’ont pas trop

1 Kant, E. (1969), *Fondements de la Métaphysique des Mœurs*, deuxième section, traduction V. Delbos, éd. Delagrave, pp. 131-133.

2 Ferry, L. (2002), *Qu’est-ce qu’une vie réussie*, Grasset, p. 16.

dû se préoccuper de répondre à la question morale par excellence, celle du “Que dois-je faire ?”. Dieu y répondait par ses commandements, ses prêtres, etc. On naissait avec une morale clairement établie. Aujourd’hui, même les chrétiens pratiquants ne trouvent plus cette réponse entièrement satisfaisante. Chacun se retrouve seul face à cette question intime. Pour Comte-Sponville, l’athéisme a certes supprimé la référence à Dieu, mais pas la question de fond¹. Devenus de parfaits et obéissants consommateurs, un nombre croissant de jeunes d’aujourd’hui cherchent à comprendre **pourquoi** ils sont là et où, ensemble, nous allons.

Vers la construction d’un “récit collectif”

Cette question de l’aventure collective dans laquelle nous nous engageons est importante. L’homme a besoin de pouvoir se projeter dans l’avenir, tant aux niveaux individuel que collectif. A chaque crise sérieuse, c’est la perspective d’un “après” meilleur qui porte les individus à surmonter les difficultés. Pierre Radanne, spécialiste des politiques énergétiques de lutte face au changement climatique en France, insiste sur l’importance cruciale de ce qu’il appelle les “récits collectifs” et rappelle que, à la fin de l’Ancien régime en France, les penseurs du XVIII^e siècle ont joué à cet égard un rôle considérable : “Rousseau, Diderot, Jefferson et d’autres ont conceptualisé le récit du futur bien avant la crise et transposé une réflexion collective en récit de vie personnel. En 1789, les gens qui prennent la Bastille ont Montesquieu dans la tête, ils ont la promesse de citoyenneté, formalisée dans la Déclaration des droits de l’homme”².

Et nous, vers quel monde allons-nous ? Même pour ceux qui s’accordent sur le fait que le modèle qui a guidé les dernières décennies n’est pas viable à long terme, les scénarios concrets pour le futur ne sont pas – et c’est un euphémisme – clairs.

L’un des éléments extrêmement problématique de notre époque est l’écrasement du pouvoir politique par l’économique. C’est ce que

1 Comte-Sponville, A. (2004), *Le capitalisme est-il moral ?*, Albin Michel, Paris, p. 40.

2 “On peut réussir le XXI^e siècle”, Entretien de Pierre Radanne par la revue *Nouvelles Clés*, septembre 2011.

Jean-Pierre Dupuy appelle l'“économystification du politique” : des hommes au pouvoir qui s'inclineraient devant le “monstre Marché”, devenu à la fois le religieux et le politique de notre société : “Les sociétés modernes ont abattu toutes les barrières traditionnelles, faites d'interdits, de rites et de représentations symboliques qui tenaient la violence des hommes en échec (...). L'économie s'est peu à peu émancipée du sacré (...) Elle souffre aujourd'hui d'avoir perdu toute extériorité. Elle est devenue notre avenir et notre monde”¹. Puisque rien ne la contient plus, elle s'emballe. Or, sans pouvoir politique fort et jouant son rôle de garant des orientations collectives et du bien-être – précisément – de la collectivité, comment construire et rêver un futur commun ? Comment réussissons-nous à optimiser l'exploitation des ressources qui nous font vivre ? Comment maintiendrons-nous la paix ?

Le “récit collectif” devra prendre en compte cette donnée de l'indispensable ré-équilibre des forces entre économique et politique. A ce prix seulement, nous pourrons envisager l'entrée dans une nouvelle ère qui devra être enthousiasmante et satisfaisante sur d'autres plans, par exemple celui des relations. Et comme nous vivons dans un monde globalisé, le message à construire devra être planétaire, et permettre aux gens de se projeter dans un futur au-delà de la crise que nous vivons aujourd'hui. Il devra donner envie aux gens de réussir ce XXI^e siècle en en faisant véritablement partie.

Puisqu'il s'agit d'un récit devant être collectif, voyons ce que proposent les instances internationales chargées d'émettre des propositions d'orientations globales. Dans quelle mesure la question du bien-être individuel, qui s'ancre en toute logique dans la réflexion sur le fonctionnement des sociétés, fait-elle partie de l'agenda international ? Nous devons ensuite également nous questionner sur ce qui se cache finalement derrière le concept de bien-être...

1 Dupuy, J-P. (2012), *L'avenir de l'économie*, Flammarion, p. 15.

Le bonheur des citoyens, un objectif “international”

Aristote affirmait déjà, dans la *Métaphysique*, que tous les hommes cherchent à être heureux et que le bon gouvernement serait précisément celui qui offrirait cette possibilité aux citoyens. Le bonheur devrait-il être intégré à l'évaluation de l'état de la société ?

Les Nations Unies ont proclamé que, à partir de 2013, le 20 mars serait la Journée internationale du bonheur¹. Au-delà de la question de la valeur de ces “journées thématiques”, l'Organisation souhaitait par là reconnaître que le bonheur et le bien-être sont non seulement des aspirations universelles mais qu'ils devraient aussi être pris en compte dans les objectifs politiques.

De son côté, la Commission européenne semble reconnaître les limites du PIB pour mesurer la prospérité des sociétés et a lancé, depuis 2007, son initiative “Au-delà du PIB”. Celle-ci vise au “développement d'indicateurs aussi précis et utiles que le PIB, mais qui tiennent également compte d'autres dimensions de la prospérité, notamment sur les plans environnemental et social”². Même orientation au sein de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) qui a, dans le cadre de son “Initiative du vivre mieux : mesurer le bien-être et le progrès”, publié en mars 2013, des lignes directrices pour la mesure du bien-être subjectif³.

Il est en outre intéressant de constater que, dans ses travaux sur le “bien-être pour tous” de 2008 et sa “Nouvelle stratégie pour la cohésion sociale” approuvée en juillet 2010, le Conseil de l'Europe a affirmé sa volonté de mettre en avant le côté collectif du bien-être pour permettre le progrès social. On dépasse ici la dimension subjective du bonheur dans le but d'atteindre la cohésion sociale, entendue comme “la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous

1 Voir le discours de Ban Ki-moon du 20 mars 2013 sur le site www.un.org/fr/events/happinessday/

2 Voir les détails sur le site de la Commission européenne : www.beyond-gdp.eu/

3 Disponibles, en anglais seulement, sur www.oecd.org/statistics/guidelines-on-measuring-subjective-well-being.htm/

ses membres, à minimiser les disparités et à éviter la polarisation”¹. L'épanouissement, y compris individuel, s'ouvre à des perspectives d'action collective, pour notamment diminuer les disparités sociales et économiques qui existent dans nos sociétés, mais aussi les coûts sociaux et environnementaux des modes actuels de production et de consommation. Ce document a inspiré beaucoup de stratégies nationales, notamment autour de la création d'indicateurs complémentaires (voir chapitre 2).

Si l'on ne peut bien sûr que se réjouir de cette attention des institutions internationales pour la prise en compte des déterminants du bien-être, on est toutefois aussi en droit de s'interroger sur les raisons de cette préoccupation. Dans le cas de l'Europe, peut-être la volonté d'intégrer des indicateurs alternatifs ou complémentaires au PIB n'est-elle pas sans lien avec la perte de vitesse du Vieux Continent face aux performances économiques de pays comme la Chine, l'Inde ou le Brésil. Cette nouvelle voie permettrait-elle un repositionnement de l'Europe sur l'échiquier des forces mondiales ?

Par ailleurs, en approfondissant quelque peu la vision de ces organisations, on constate que, à part pour le Conseil de l'Europe, la réflexion autour des questions de prospérité et de mesure de bien-être est le plus souvent entièrement laissée entre les mains de spécialistes ou experts. Pourtant, comme le soulignait Dominique Méda, “nous tenons là une formidable occasion de mettre en œuvre, d'expérimenter un processus de délibération collective”². Les citoyens pourraient, accompagnés d'experts scientifiques, d'artistes, de philosophes, élaborer des scénarios, développer leurs arguments et parvenir à une idée collective de ce que peut signifier, aujourd'hui, le “progrès de leur société” et les implications pour les politiques publiques.

Et l'expérience a d'ailleurs été tentée ! D'un coin à l'autre de la planète, des exemples intéressants prouvent qu'une tendance différente émerge depuis quelques années, qui implique les citoyens dans la réflexion de la gouvernance au niveau local. Avant d'aborder

1 Conseil de l'Europe (2010), *Nouvelle Stratégie pour la Cohésion sociale*, p. 2.

2 Méda (2009), D., “Quel progrès faut-il mesurer ?”, in *Revue Esprit*, juin, p. 22.

ces initiatives collectives, sur lesquelles nous nous pencherons dans le chapitre 2, voyons, après cette réflexion sur l'objectif des sociétés, de quelle manière il est possible de comprendre et de mesurer le bien-être.

Comment mesurer le bien-être ?

Comment déterminer ce qui fait notre bien-être ? Et au niveau collectif, de quoi avons-nous besoin ? Pour approcher cet aspect, nous suivrons deux directions. D'abord, celle des chercheurs qui tentent, dans le champ de l'économie du bonheur, de débroussailler la question : qu'est-ce qui rend les gens heureux ? Leur travail est rendu difficile par la multiplicité des facteurs à laquelle répond la complexité des biais psychologiques. Nous reprendrons ensuite la réflexion d'Amartya Sen qui nous propose une voie complémentaire, à savoir de mesurer la prospérité d'une société en fonction des "capabilités d'épanouissement" des individus qui la composent.

L'économie du bonheur : comment interroge-t-on le bien-être subjectif ?

Si la quête du bonheur traverse la vie de tout un chacun et préoccupe bien entendu tout particulièrement les philosophes, historiens et psychologues, on voit combien l'intérêt des économistes pour ce champ, s'il était déjà présent au travers des travaux de certains chercheurs par le passé¹, s'accroît au fil du temps. Preuve de cet engouement, comme l'a constaté Carol Graham, est le nombre de publications ayant un titre comprenant le terme "bonheur" dans des revues économiques : il dépassait le millier d'occurrences en 2007² !

1 La recherche sur le bonheur fait en effet depuis longtemps partie de la sphère de travail des économistes (voir Bentham, Mill, Smith, Arrow et d'autres) mais elle a été confinée à certaines branches du secteur au fur et à mesure que les approches plus quantitatives sont devenues prédominantes.

2 Graham, C. (2009), *Happiness around the world. The Paradox of happy peasants and miserable millionaires*. Oxford University Press, p. 2. (traduction personnelle)

◆ Economie du bonheur versus Economie du bien-être

Un vaste champ d'étude sur les questions du bonheur existe donc que l'on appelle "économie du bonheur". Celle-ci se distingue de l'économie du bien-être qui est plutôt de nature théorique et porte son attention sur la recherche et l'évaluation de situations socio-économiques en vue de leur optimisation¹.

L'économie du bonheur porte, quant à elle, sur le "bien-être subjectif" et est donc essentiellement empirique. Comme le souligne Lucie Davoine, chercheuse française, "si la question du lien entre satisfaction et revenu constitue un sujet des plus importants pour les économistes du bonheur, ces derniers ne se contentent pas d'étudier la satisfaction que peuvent procurer des biens marchands, mais étendent au contraire le champ de l'économie à la démocratie, la participation civique, la liberté, la satisfaction intrinsèque au travail longtemps ignorée des modèles standard, le loisir, le mariage, ou bien encore les plaisirs charnels"².

Par sa nature même, elle va croiser les champs de la sociologie, psychologie et autres sciences cognitives, ce qui est intéressant car cela signifie que cette branche de l'économie s'appuie sur des modèles mathématiques ou statistiques pour ensuite les "humaniser" au contact de la réalité des faits et d'autres disciplines. Le côtoiement des économistes, psychologues et sociologues autour du champ de l'économie du bonheur est particulièrement porteur de sens à l'heure où les apports de l'interdisciplinarité sont de plus en plus mis en valeur.

De plus, les résultats pourront, le cas échéant, servir de base à l'élaboration de recommandations politiques, pour autant que certains éléments que nous analyserons ci-après, propres au fonctionnement des individus, soient correctement identifiés et pris en considération.

1 Voir Baujard, A. (2011), *L'économie du bien-être est morte. Vive l'économie du bien-être !*, University of Caen Basse-Normandie, CREM-CNRS, Working Paper.

2 Davoine, L. (2007), *L'économie du bonheur peut-elle renouveler l'économie du bien-être ?*, Document de travail, Centre d'Etudes de l'Emploi, n° 80, février, p. 9.

◆ Une attention à porter aux biais de type psychologique

La question de la définition du champ éclaircie, on perçoit en effet aisément les réelles difficultés de traitement des résultats lors de la mesure d'aspects à la fois subjectifs et individuels. Lorsqu'ils répondent à des enquêtes sur leur bien-être¹ ou lorsqu'ils posent des choix de consommation, les citoyens expriment-ils vraiment leurs "préférences", entendues au sens rationnel d'un choix optimal ?

Certains scientifiques rappellent en effet qu'il n'est guère aisé d'identifier les mécanismes qui sont à l'œuvre lorsque, par exemple, des répondants déclarent leur satisfaction ressentie sur une échelle allant de 1 à 10. Nous sommes souvent influencés et conditionnés par des facteurs externes, ce qui contribue à "fausser" le jugement final (la peur d'être jugé par l'évaluateur par exemple). Les jugements et évaluations déclarés des individus n'ont pas de correspondance parfaite avec une réalité préétablie qui en gouvernerait l'expression.

Cela vaut aussi pour des choix d'ordre matériel. Les raisons pour lesquelles on achète un modèle de voiture plutôt qu'un autre ne relèvent pas toujours d'un raisonnement rationnel et uniquement mesuré en termes de bien-être. Certains choix ou comportements ne sont pas liés à des préférences mais à des normes, des habitudes ou des addictions qui viennent s'interposer entre notre conscience et nos actes et jouent un rôle bloquant lorsqu'il s'agit de changer son comportement. Ainsi par exemple, même si nous savons que nous pourrions diminuer notre consommation d'énergie par des gestes simples au quotidien (maintenir un couvercle sur les casseroles, se rendre à pied plutôt qu'en voiture dans un lieu proche, etc.) et, par là, faire à la fois des économies financières et diminuer notre impact négatif sur la planète, notre routine ou nos habitudes constituent des

1 En se positionnant par exemple, sur une échelle de 1 à 10, par rapport à des questions comme "A quel point êtes-vous satisfait, globalement, de votre vie à l'heure actuelle ?", "Vous estimez-vous globalement heureux ?", "Quel est votre état d'esprit aujourd'hui ?", "En moyenne, avez-vous été heureux aujourd'hui ?".

obstacles, plus ou moins surmontables en fonction des individus¹. La consommation compulsive de cigarettes ou de sodas est une autre illustration de choix non rationnels mais risquant néanmoins d'apparaître comme résultat de "préférences" individuelles.

Il serait sans doute néfaste au niveau du bien-être collectif d'analyser ces décisions comme résultant d'un réel "choix optimal" et donc d'en tirer des conclusions en termes de politique publique. Le rôle à la fois régulateur et protecteur des instances politiques apparaît clairement, en tant que frein à des comportements relevant, par exemple, de la santé publique.

◆ Qu'est-ce qui nous rend heureux ?

A côté de ces importantes considérations, les travaux scientifiques ont permis d'identifier quelques-uns des déterminants principaux du bien-être des individus. Une partie de ceux-ci est liée aux conditions de vie des personnes elles-mêmes, d'autres relèvent de facteurs externes, touchant au contexte.

Dans la première catégorie, être entouré par les personnes qu'on aime, avoir une vie de couple heureuse, vivre dans un environnement sain, avoir accès à des loisirs, sont autant de facteurs qui ont un effet beaucoup plus durable sur notre bien-être qu'une augmentation de revenu. Le besoin de spiritualité est également souvent souligné et permet quant à lui de comprendre l'intérêt pour les sagesses traditionnelles qui inspirent de nombreux citoyens en quête de sens et de bien-être. Les enquêtes subjectives du bonheur nous permettent également de mettre en lien le niveau de satisfaction individuel avec les facteurs externes, liés à l'environnement dans lequel on vit. Il est ainsi prouvé que le niveau d'inégalité ressenti dans un pays donné, de même que le type de gouvernement, le niveau de corruption ou de criminalité jouent de façon importante dans le sentiment de bonheur ressenti par la population.

1 Pour un approfondissement de cet aspect, voir par exemple : Barnes, W., Gartland, M. and Stack, M. (2004), "Old Habits Die Hard : Path Dependency and Behavioral Lock-In", in *Journal of Economic Issues*, vol. 38, no 2, juin, pp. 371-377 ; Marechal, K. (2010), "Not irrational but habitual : The importance of "behavioural lock-in" in energy consumption", in *Ecological Economics*, 69, pp. 1104-1114.

◆ Universalité des déterminants

Une autre dimension – qui aura toute son importance lorsque nous aborderons la question des indicateurs complémentaires au PIB – est l'universalité des déterminants du bien-être. Varient-ils d'un contexte à l'autre ? Autrement dit, ce qui fait le bonheur des uns dans un coin du globe rend-il aussi ceux d'un autre continent heureux ?

Des études explorant le niveau de bien-être dans différents pays du monde font apparaître une remarquable stabilité dans les déterminants à la fois socio-économiques et démographiques¹. Carol Graham souligne ainsi que des différences mineures apparaissent entre des régions présentant des différences majeures en termes de contexte économique, de structures professionnelles ou éducatives. Certains facteurs sont retenus comme essentiels pour ressentir du bien-être : il s'agit par exemple de l'accès à des services de base, du ressenti d'une liberté de type économique (contrairement au cas de Cuba par exemple) ou de la liberté entendue au sens large (l'Afghanistan pourrait être un contre-exemple) ou encore d'un fonctionnement démocratique.

Mais il faut être extrêmement prudent sur ce sujet car on tend souvent, en politique comme en économie du bonheur, à chercher des régularités universelles, en sous-estimant les facteurs culturels, sociaux, politiques ou économiques. Ainsi par exemple, certains peuples craignent plus l'incertitude que d'autres, ce qui pourrait avoir des conséquences sur les points de vue quant à la qualité de protection de l'emploi².

Tous ces éléments combinés sont l'un des moyens pour déterminer le niveau de bien-être des citoyens d'un pays ou d'une collectivité et ces résultats peuvent être pris en compte par les autorités compétentes. Mais pour certains, comme l'économiste et philosophe Amartya Sen, la question de la qualité de vie doit faire appel à un autre niveau d'analyse.

1 Graham, C. (2009), *Happiness around the world*, *op. cit.*, ch. 3.

2 Davoine, L. (2007), *L'économie du bonheur peut-elle renouveler l'économie du bien-être ?*, *op. cit.*, n° 80.

*Des “capabilités d’épanouissement” de Amartya Sen
aux “limites de soutenabilité” de Tim Jackson*

Pour Sen, la question n’est pas tant à envisager sous l’angle de la mesure du bonheur individuel à l’instant présent ou d’éléments objectifs (combien d’enfants fréquentent l’école primaire dans une région donnée, par exemple) que de celui d’être **capable** de faire des choix de vie en disposant des ressources nécessaires à son émancipation¹. Même si le fait de vivre longtemps en bonne santé ou d’aller à l’école importe, l’élément principal reste, selon Sen, le fait de pouvoir **choisir** d’aller à l’école, de mener une vie saine ou de commencer une activité économique/associative propre. Une capacité est donc l’opportunité réelle, pour une personne, de choisir les états et les actions (les fonctionnements) qu’elle valorise.

Les conséquences en termes de politiques publiques de cette approche sont cruciales. Ainsi, par exemple, la pauvreté ne devrait pas simplement être considérée sous l’angle du revenu mais plutôt vue comme une situation induisant un manque de possibilité de mener une vie acceptable, ce qui peut être influencé par un certain nombre de considérations, dont bien sûr le revenu personnel, mais pas uniquement². Il est évident que cette approche mène à une analyse fort différente du problème de la pauvreté et des solutions à y apporter que celles qu’on voit habituellement circuler.

Mais comment évaluera-t-on ou en fonction de quoi acceptera-t-on, dans une société donnée, les choix d’un individu ? Deux approches co-existent sur ce point : considérera-t-on que les raisons le poussant à valoriser certains états ou actions relèvent de la cohérence individuelle, en fonction de valeurs ou modes de vie choisis par cette personne, **ou** ces raisons doivent-elles être lues à l’aune de la rationalité humaine commune ?

1 Entre autres ouvrages, voir Sen, A. (1984), “The living Standard”, in *Oxford Economic Papers*, 36, pp. 74-90 ; Sen, A. (1999), *Development as Freedom*, Oxford University Press, Oxford. Amartya Sen est en outre l’instigateur de l’Indice de développement humain (IDH), dont nous parlerons plus loin.

2 Sen, A. (2002), *Rationality and Freedom*, Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge, p. 86.

Le philosophe et biologiste Stéphane Leyens¹ souligne que la première option relève d'un positionnement de type relativiste : des actes sont jugés cohérents uniquement en fonction de leur adéquation avec le mode de vie d'une personne qui les valorise. On ne peut déterminer *a priori* un ensemble de choix ou de capacités universelles et fondamentales car c'est le contexte qui les fixera. Une place importante est alors accordée aux processus de participation au sein desquels se forment les points de vue et se confortent les valeurs des individus.

Au contraire de cette vision plus relativiste, l'approche soulignant l'importance de la rationalité humaine commune estimera que c'est en fonction de modes de vie universellement valorisables que l'on jugera les choix individuels. Il y aurait ici des états et activités essentiels à tout être humain qui, s'ils en sont privés, les font vivre en-deçà du seuil de la dignité humaine. Comme le soutient Leyens, certains fonctionnements, bien que valorisés par des personnes dans un contexte donné, ne doivent pas être pris en considération car allant à l'encontre de la "nature humaine".

Tim Jackson rejoint cette seconde interprétation des capacités lorsqu'il insiste sur le fait que les choix et libertés des individus doivent être posés à l'intérieur d'un cadre identifiant certaines limites bien précises : tout n'est pas possible au nom de la liberté et c'est dans ce sens que la notion d'épanouissement doit être entendue. Tim Jackson en appelle donc à un véritable changement de paradigme dans le mode de fonctionnement de nos sociétés, qui permettrait l'instauration de limites environnementales et sociales dans lesquelles nos activités pourraient prendre place².

Voici exprimée une différence majeure d'avec un système économique prônant une croissance infinie et surtout non liée aux différentes limites, qu'elles soient à l'échelle locale ou planétaire.

1 Leyens, S., "Capabilités et définition transculturelle de la prospérité", in Cassiers, I. et alli (2011), *Redéfinir la prospérité*, *op. cit.*, pp. 77-99.

2 Jackson, T. (2010), *Prospérité sans croissance*, *op. cit.*

CHAPITRE 2 : Des discours aux actes : les indicateurs complémentaires

D'accord, le PIB est une mesure insuffisante du progrès, de la prospérité et du bien-être d'une nation (et n'avait du reste pas la prétention de l'être). Il n'intègre pas la question des limites, notamment planétaires, et laisse de côté des éléments importants de la vie de nos sociétés, présentes et futures. Alors que faire ? Si on décide de ne plus se contenter de parler d'"activité économique" et de "croissance" mais que l'on veut quand même analyser l'évolution de notre société afin d'adapter les politiques publiques, quelles sont les autres dimensions constitutives du progrès (ou de la prospérité) à prendre en compte ? Choisissons-nous d'éliminer totalement le PIB et de le remplacer par un instrument de mesure alternatif ou de le compléter par des indicateurs dits alors "complémentaires" ? Et, en se plaçant dans la perspective du "bien-être pour tous", tel que défini par le Conseil de l'Europe, quel est l'acteur ou l'institution la mieux placée pour prendre une décision quant à cette mesure de la prospérité ? Par qui peuvent être appuyées les autorités publiques à qui revient, *in fine*, la responsabilité de la mise en œuvre de la vision collective de notre société ?

Le débat n'est pas neuf, et la question du "quoi, qui et comment" mesurer la véritable prospérité avait déjà été formulée dans les années 1970. Il faudra toutefois attendre les années 1990 pour voir émerger les premières tentatives concrètes d'indicateurs alternatifs au PIB avec, par exemple, la création de l'Indicateur de développement humain (IDH) du PNUD et l'Indice de santé sociale (ISS). Depuis lors, une foule d'initiatives, à vocation plus ou moins locale ou globale, plus ou moins réalistes ou fantaisistes, ont fait vivre et progresser le débat. Et ce d'autant plus que, parallèlement, de nombreux chercheurs se sont penchés sur la question et l'ont portée à

la lumière sous des angles variés, parfois au sein d'un même champ disciplinaire, ou en croisant les apports de différentes disciplines.

D'une expérience à une enquête, d'une initiative à une tentative de définition, les nombreuses démarches ayant trait à ces indicateurs complémentaires vont nous permettre de baliser notre réflexion et d'en tirer quelques leçons. Gardons toujours à l'esprit que nous sommes ici au cœur de cet enjeu essentiel qu'est la transition vers une société humainement et écologiquement soutenable et que les indicateurs doivent donc rester un moyen d'atteindre cet objectif.

La face cachée des indicateurs

Nous avons souligné, dans le premier chapitre, le fait que tout se passe, dans nos sociétés modernes, comme si on reconnaissait que des éléments importants se trouvaient hors du champ de la comptabilité nationale actuelle mais sans vouloir leur accorder une place réelle dans les bilans officiels de "ce qui compte vraiment". Or, on le voit de plus en plus, si on veut exister, il faut compter et... être compté. La quantification est aujourd'hui centrale, elle est considérée comme signe d'objectivité, de rigueur et d'impartialité et l'argument statistique a acquis un poids essentiel dans de nombreuses facettes de nos vies¹. Difficile de le nier, la tendance au classement se généralise : on compare les performances, chacun est tenu de se situer par rapport aux autres. On parle du *ranking* des Universités ou Hautes Ecoles, on classe les pays en fonction de divers types de palmarès économiques ou sociaux, les enfants se distinguent selon leurs notes à l'école, les employés du privé se déclinent en salaire ou coût horaire.

Et, ce qui est véritablement étonnant, c'est que "les critiques portent éventuellement sur le choix et la mise en œuvre des critères, mais l'existence même de ces classements semble hors d'atteinte aux acteurs ainsi classés"². Il faut pourtant prendre garde à ne pas tomber dans l'excès de vouloir tout mesurer et de penser que tout ce qui

1 Voir à ce sujet l'argumentation de Desrosières, A. (2008), *Gouverner par les nombres*, Presses de l'Ecole des mines de Paris.

2 *Ibid.*

est important dans nos vies devrait être compté. La question de la quantification (le fait de compter) se double donc du danger de la “monétarisation” à outrance (le fait de mesurer en valeur monétaire). Serait-ce symptomatique d’une société qui place l’économie avant tout¹ ou, pour reprendre l’expression de l’économiste Karl Polanyi, de “l’encastrement” de la société dans l’économie² ? Société où n’aurait de valeur que ce qui serait reconnu par les lois de la statistique et des nombres. Comme le souligne l’économiste Géraldine Thiry, “cette dérive conduirait à une situation paradoxale, quand on sait que les premiers indicateurs prétendant à un au-delà du PIB ont été créés en réaction aux écueils d’une société du *tout marchand*”³.

Il est fondamental de se rendre compte que l’exercice est loin d’être neutre ! En amont des calculs statistiques et “mises en nombre” se trouvent, toujours, des négociations et des choix véhiculant des valeurs et ayant des conséquences sur la façon dont nous percevons le monde. Comparer est un acte politique et le choix d’un indicateur, quel qu’il soit, constitue un acte éminemment et intrinsèquement normatif. Autrement dit, se mettre d’accord sur des indicateurs de prospérité sous-entend un accord sur les valeurs et la conception de ce que devrait être la société. Que signifie la prospérité dans une société donnée ? Comment va-t-on l’évaluer ? Qui sera considéré comme riche ou comme pauvre ? Et comment, au vu des enjeux planétaires bien connus et rappelés dans le premier chapitre, intégrer – ou pas – la réflexion dans le contexte global de la soutenabilité planétaire ? Le PIB n’est, pas plus qu’un autre, un indicateur “neutre et objectif” et le fait de l’avoir progressivement chargé – à tort, nous l’avons vu – de la mesure de la santé de nos sociétés trahit une certaine vision du monde, ou conduit subrepticement à celle-ci.

1 Meda, D., Jany-Catrice, F. (2013), “Les nouvelles mesures des performances économiques et du progrès social. Le risque de l’économisticisme”, in *Revue du MAUSS*, n° 41, pp. 371-397.

2 Polanyi, K. (1983), *La Grande transformation : Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard.

3 Thiry, G. (2012) *Au-delà du PIB : un tournant historique. Enjeux méthodologiques, théoriques et épistémologiques de la quantification*, Thèse de doctorat <http://hdl.handle.net/2078.1/111496>, p. 22. On trouvera également dans cette thèse d’autres risques liés à la discussion autour de ces nouveaux indicateurs identifiés par la chercheuse.

C'est précisément cette vision que tentent de remettre en cause les tenants des indicateurs complémentaires au PIB.

Le message est, espérons-le, clair : inutile de se voiler la face, ces questions sont complexes et les risques de dérive bien réels. Il faut trouver aujourd'hui les moyens de remettre au centre du débat le sujet de ce que l'on entend mesurer pour évaluer la prospérité de nos sociétés, sans en sous-estimer les enjeux, y compris idéologiques... Avant d'en aborder le contenu, commençons par nous demander qui va être invité à la table des discussions.

Qui devrait se prononcer ?

On comprend à quel point le rôle de "concepteur" d'indicateur est crucial. Nous l'avons vu, les citoyens que nous sommes sont le plus souvent tout à fait inconscients de cet envers du décor qui cache pourtant des options normatives de première importance. Abordons d'abord la question des acteurs qui pourraient/devraient contribuer au débat sur le "que mesurer ?". Autrement dit, étant donnés les éléments soulignés précédemment, qui doit prendre part à une réflexion qui, loin de se limiter à des questions d'ordres économique ou statistique, relève de l'enjeu de la transition auquel nous devons faire face ?

Les autorités publiques et responsables politiques

En première ligne, on trouve tout naturellement les responsables politiques. Chargées de la gouvernance de l'Etat, les autorités politiques sont responsables de la protection des citoyens et de l'organisation de la vie économique et sociale de la nation. Elles doivent en assurer l'évolution saine et équilibrée.

Si le bonheur est une question individuelle, sa dimension collective est, nous l'avons vu, tout aussi importante. Jusqu'à quel point pourrait-on être heureux dans une société injuste (injustice sous d'innombrables formes) ? Les inégalités, le contexte économique et social, nombreux sont les facteurs externes sur lesquels les individus n'ont pas de prise et qui peuvent pourtant influencer leur bien-être.

De plus, l'importance de prendre en compte les enjeux environnementaux planétaires ou de gérer les patrimoines collectifs souligne également le rôle incontournable des autorités politiques.

Mais, concernant les affaires économiques, les autorités publiques sont-elles réellement encore aujourd'hui les acteurs "de première ligne" ? Nous avons insisté, dans le premier chapitre, sur le fait que de nombreux auteurs soulignent la perte de contrôle du monde politique sur l'économique. Les facteurs sont multiples mais il faut reconnaître que l'enchevêtrement des structures de pouvoir, avec des compétences réparties entre niveaux communal ou municipal, régional, fédéral ou européen complexifie le rôle des mandataires politiques. Le rôle central des autorités publiques à la fois dans le soutien à la réflexion autour de la comptabilité nationale, dans l'adoption des outils de mesure complémentaires au PIB et dans leur prise en compte effective dans la gestion de la "chose publique" est toutefois à souligner. Ces autorités, fixant les orientations et objectifs, se font ensuite conseiller par les experts pour évaluer la façon de les atteindre au mieux.

Les experts

Les décideurs politiques, pour remplir la tâche qui leur incombe, font naturellement appel à cette catégorie d'acteurs qui, tout en se maintenant à une certaine distance de la chose politique, peuvent l'alimenter de leur travail de fond et de leur expertise. Face à la complexité et à la technicité de certaines questions, le soutien d'experts peut s'avérer utile pour décoder correctement les enjeux et alimenter une argumentation et une prise de décision politique mesurées.

Toutefois, la limite entre les rôles et la répartition des responsabilités est régulièrement mise en péril. Dans le contexte actuel de crise financière notamment, les avis des analystes financiers, spécialistes de la bourse, statisticiens et autres experts techniques internationaux valent de l'or et incitent parfois à s'interroger sur le "qui contrôle qui ?". De même, face à certaines questions de société particulièrement pointues, comme récemment le nucléaire, les énergies renouvelables ou la question des OGM, on a pu observer combien les

interactions entre experts, pouvoir politique et citoyens semblaient malaisées. L'impression que la prise de décision finale est parfois véritablement confiée aux experts, sans implication d'une société civile qui se considère pourtant à même d'intégrer le débat, peut parfois laisser un goût amer. Comme le souligne la philosophe des sciences Isabelle Stengers, certains scientifiques tendent à croire que c'est de la science que viendra la solution rationnelle aux problèmes de société et suggèrent des décisions qui excluent *de facto* l'avis de l'opinion publique. Du côté citoyen, on a désappris à faire valoir son expérience et son savoir¹. *A contrario* de cette tendance, des initiatives de panels citoyens impliquant des experts ou, à l'inverse, de scientifiques intégrant des citoyens voient le jour sur de nombreux sujets. Ainsi par exemple, certains des chercheurs intéressés par les questions d'indicateurs complémentaires ont décidé d'intégrer le "Forum Pour d'Autres Indicateurs de Richesse" (FAIR). Partant du principe que le choix des indicateurs de bien-être n'est pas tant un travail d'expertise qu'un choix de société, ils travaillent avec des citoyens et des responsables politiques pour développer une réflexion intégrant les visions différentes à ce sujet².

Ces exceptions mises à part, parmi tous les experts que l'on considère souvent comme les plus à même de porter la réflexion sur les questions de prospérité et de bien-être, ce sont les économistes qui sont les mieux positionnés. L'exemple de la dite "Commission Stiglitz" (de son nom officiel "Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social") est intéressant à cet égard. Elle a été créée par le président de la République française en 2008, avec précisément pour but "d'identifier les limites du PIB comme indicateur de performance économique et de progrès social, d'examiner quel supplément d'information est nécessaire pour produire une image plus pertinente, de discuter quelle en serait la présentation la plus appropriée, et de vérifier la faisabilité des instruments de mesure proposés". Ses travaux ont eu le mérite d'impulser une véritable prise

1 Stengers, I. (2013), *Une autre science est possible !*, La Découverte, Paris.

2 Les travaux de ce collectif sont rassemblés sur le site suivant : www.idies.org/index.php?q=FAIR/

de conscience collective de la nécessité de développer de nouveaux indicateurs et ce, à cause des limites du PIB. Les recommandations formulées dans le rapport final continuent à marquer la réflexion sur les indicateurs et le fonctionnement de la statistique publique.

L'un des reproches essentiels adressés à cette commission – par ailleurs extrêmement compétente – fut pourtant de laisser croire que les économistes étaient capables, à eux seuls, de définir comment mesurer le bien-être. Il est en effet interpellant de constater que cette initiative intéressante avait à sa tête un trio d'économistes de choc, dont deux Prix Nobel : Joseph Stiglitz dans le rôle du président, Amartya Sen comme conseiller du président et Jean-Paul Fitoussi en tant que coordinateur. Le reste était composé de “membres experts reconnus, venant du monde universitaire et des organisations gouvernementales ou intergouvernementales, et de plusieurs pays”¹. L'écrasante majorité de cette éminente assemblée était donc composée d'experts, pour la plupart économistes.

Les citoyens

Venons-en à présent à cette catégorie dont l'ampleur n'a d'égale que sa diversité. Les enquêtes sur le bonheur ont mis en évidence le fait que les citoyens pourraient enrichir le débat sur les indicateurs : des variables telles que la qualité du système de santé, de l'éducation, l'accès au logement et le cadre de vie seraient introduites, là où de nombreuses analyses tendraient à surévaluer l'importance de la variable “revenus”. Qui mieux qu'eux – que nous, en somme – pourrait en effet établir ce qu'il faudrait considérer comme déterminants du “progrès” de notre société, les objectifs à atteindre et les moyens d'y parvenir ?

Mais l'abondante littérature à ce sujet tend à modérer l'enthousiasme qui pourrait naître à l'idée de “rendre le pouvoir aux citoyens”. Nous avons vu, dans le chapitre précédent, que l'expression subjective et individuelle du bien-être – par le biais des enquêtes de bonheur par exemple – n'est pas exempte de difficultés et ne se

1 Voir le site de la Commission : www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/

présente pas sans risque aux politiques. Si elle permet de faire émerger des priorités importantes aux yeux des individus, elle révèle aussi, à travers ses contradictions et tensions, la complexité des mécanismes à l'œuvre dans la psychologie humaine¹.

Pour les responsables politiques, une difficulté d'ordre méthodologique se pose également. En effet, le collectif ne peut être réduit à la somme de résultats individuels². Cela peut sembler évident mais permet en tous cas de comprendre pourquoi l'exercice de la démocratie est si complexe. Le bien-être d'une communauté a une dimension propre, complémentaire à celui de chacun des individus la composant et il ne suffit pas d'interroger un grand nombre de citoyens pour en déduire une direction collective.

Par ailleurs se pose la question des niveaux d'exigence forcément différents et relatifs des citoyens. Que faire, par exemple, de ces "paysans heureux", selon l'expression de Graham, qui, peu informés et peu exigeants, se déclarent satisfaits d'une situation de grande pauvreté ? L'objectif des politiques publiques doit-il être de les conscientiser et les inciter à exiger plus, au risque d'augmenter leur niveau d'attente et de les rendre malheureux ou bien de les laisser ignorants et... satisfaits³ ? A l'inverse, où fixer la limite des attentes légitimes des citoyens face à l'Etat et que faire de ceux qui ne se diront jamais satisfaits ?

Bien entendu, pour des politiques se pose aussi la fondamentale question du court et du long termes. Certaines décisions, impopulaires parce que diminuant la satisfaction des citoyens à court terme, pourraient se révéler bonnes après quelques années. Cette question

1 Une analyse précise de ces éléments est fournie dans Graham, C. (2009), *Happiness around the world*, *op. cit.*

2 Nombreux sont les auteurs ayant soulevé le problème de ce qu'on appelle "l'agrégat des préférences ou intérêts individuels". Dans la littérature francophone, on pourra par exemple se référer à Gadrey, J., Jany-Catrice, F. (2012), *Les nouveaux indicateurs de richesse*, *op. cit.* ; ou à Méda, D., Jany-Catrice, F. (2013), "Les nouvelles mesures des performances économiques et du progrès social. Le risque de l'économisticisme", in *Revue du MAUSS*, n° 41, pp. 371-397.

3 Pour approfondir cet aspect, voir par exemple les théories de la "sobriété heureuse" et les questionnements, notamment, du *Mouvement Colibris* initié par Pierre Rabhi.

rejoint également celle de l'articulation entre le bien-être des individus versus le bien-être de la collectivité. Sans le recul nécessaire, le risque de populisme est élevé.

Serait-il possible de contourner en partie ces obstacles en impliquant différemment les individus ? Nous croyons en effet qu'une approche complémentaire aux enquêtes subjectives et individuelles permettrait au citoyen d'exister et de prendre place au sein du processus d'élaboration des indicateurs de prospérité. Dans cette approche collective ou communautaire, au lieu de demander aux individus de répondre, pour eux-mêmes seulement, à un questionnaire, ils seraient mis en position de réfléchir une position "bonne" pour tous. Par la discussion, la négociation et les éclaircissements entre des individus appartenant à des groupes différents de la société, on peut progressivement voir émerger des propositions alliant à la fois le bien-être individuel et le collectif.

Les nombreux indicateurs – alternatifs au PIB ou lui étant complémentaires – nés depuis le PIB exploitent l'une, l'autre ou toutes ces catégories d'acteurs simultanément et peuvent avoir des intentions très variées. Le PIB est bien entendu l'exemple même de l'indicateur d'"experts". Conçu pour et par des techniciens, il n'a pas pour vocation d'être accessible, si ce n'est dans sa forme finale pour les décideurs politiques. Malgré cela, son format relativement simple et intuitif permettant des comparaisons aisées (dans le temps et entre pays) le font souvent préférer à des matrices tenant compte de la complexité des situations. Voyons, justement, quelques exemples qui illustrent différentes tendances et tentent, chacune à sa façon, de répondre aux lacunes du PIB pour refléter la prospérité réelle d'une région, d'un pays ou du monde.

Exemples d'indicateurs complémentaires

Les initiatives et diverses tentatives nées un peu partout dans le monde depuis les années 1990, soit se situent dans la prolongation de cet indicateur, soit tentent une combinaison différente. Notons que, dans la plupart des cas, il ne s'agit pas de remplacer le PIB mais de le

compléter par un outil proposant un équilibre entre subjectivité des individus, analyse scientifique et préservation des biens communs. Les vocations de ces outils sont extrêmement variées, les champs couverts également. Nous allons dans ce chapitre interroger quelques-uns de ces indicateurs qui nous permettront d'éclairer différentes options de mesures alternatives du bien-être.

Nous accorderons une attention particulière à la façon dont ces indicateurs ont été créés, et plus précisément aux acteurs qui ont été impliqués dans leur réflexion et conception. En fonction des intentions de l'outil (mesurer les impacts de l'activité humaine sur l'environnement ou suivre l'évolution globale du bien-être des citoyens d'une société donnée, par exemple), il sera plus ou moins intéressant d'impliquer des acteurs de types différents. En effet, dans certains cas, en se privant de points de vue multiples pour ne favoriser, par exemple, que l'analyse des experts, on risque fort de disposer d'indicateurs qui intègrent d'abord et avant tout leurs propres valeurs et représentations du progrès.

Mais avant d'analyser quelques exemples concrets d'indicateurs, voyons quelles sont les différentes possibilités techniques pour intégrer des variables nouvelles et mesurer "ce qui compte" dans un pays¹.

Un indicateur complémentaire, oui mais comment ?

Une première piste consiste à repartir du PIB et à ajouter des paramètres ou variables qu'il n'inclut d'ordinaire pas et ce, afin d'élargir le champ couvert par l'analyse statistique. On aura donc une comptabilité nationale "corrigée" ou "élargie". Ce premier mécanisme crée ce qu'on appelle des "indicateurs synthétiques"² et est basé sur une monétarisation du non-marchand : on donne une valeur chiffrée au travail bénévole, à l'impact de l'extraction minière sur les forêts, etc. Cette méthode est surtout utilisée pour l'inclusion de données

1 Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice se sont prêtés à l'exercice de classification et d'analyse des différents types d'indicateurs complémentaires dans leur ouvrage (2012), *Les nouveaux indicateurs de richesse*, La découverte, Collection Repères, Paris, troisième édition actualisée.

2 On fait appel à une unité de mesure homogène, habituellement la monnaie.

de type environnemental, telles que l'Indice de bien-être durable (IBED), l'Empreinte écologique, etc. Notons que ceux qui sont opposés à cette idée d'élargissement des frontières du PIB soulignent que, si on commence à vouloir prendre en compte des déterminants du bien-être dans le calcul de base, on ne saura plus où s'arrêter... Ce à quoi les défenseurs d'une vision alternative de la richesse (pas forcément par un PIB "élargi"), dont font partie Gadrey, Jany-Catrice, Meda et d'autres, rétorquent qu'on ne demande à aucun indicateur – et pas au PIB non plus – de vouloir tout englober. Ce serait tomber dans l'écueil du "tout quantifiable"¹.

Un deuxième mécanisme vise à produire des indicateurs dits "composites". Ils prennent en compte des variables de types différents et établissent une moyenne sans chercher à l'exprimer en unité monétaire. Contrairement aux indicateurs synthétiques décrits plus haut, il n'y a donc pas ici de monétarisation. Cette méthode sera surtout utilisée pour des indicateurs incluant des données de types humain et social. On y retrouvera les indicateurs de développement humain du PNUD (IDH, ISDH, IPF et IPH), l'Indice de santé sociale (ISS), l'Indice de bien-être économique (IBEE), l'Indice du "Vivre mieux", etc.

A côté de la question des valeurs qu'on inclut au résultat (sociale ou environnementale par exemple) et de la méthode de calcul (monétarisation ou pas), il faut encore choisir la zone géographique couverte par un tel indicateur et sa méthode de "construction". Concernant la zone géographique, tous les niveaux sont possibles (du spectre mondial à une utilisation locale) et dépendent, bien entendu, de l'intention de l'initiateur et des capacités matérielles de récolte et d'exploitation des données. Nous verrons ci-après deux exemples d'indicateurs internationaux (Indice de développement humain et Indice de bien-être durable), un exemple national (le Gross National Happiness Index du Bhoutan, ou Bonheur national brut, en français) et trois exemples régionaux (en Belgique, en France et aux Etats-Unis).

1 Gadrey, J., Jany-Catrice, F. (2012), *Les nouveaux indicateurs de richesse*, op. cit., p. 60.

La question de la méthode de “construction” de l’indicateur concerne surtout le type d’acteurs en charge de son élaboration et par voie de conséquence, le processus qui en découle. Nous ne reviendrons pas ici en détail sur ce point qui, nous l’avons vu dans le chapitre précédent, est de plus en plus souvent sujet à débats, au fur et à mesure qu’est ressentie la nécessité d’inventer des modalités d’association des citoyens et de la société civile organisée¹ à la définition des nouveaux indicateurs. Les citoyens ressentent en effet un écart toujours plus grand entre les informations statistiques fournies et leur propre perception, dans la vie au quotidien². Or, comme le soulignait en 2009 le Conseil économique, social et environnemental français dans un avis concernant le développement durable et les indicateurs complémentaires : “la quantification n’a de sens qu’au service de la qualification”³. En même temps, nous avons déjà eu l’occasion de souligner les limites de la prise en compte de déterminants subjectifs du bien-être, tels que fournis par les enquêtes de bonheur. Les exemples décrits ci-après nous permettront de pousser plus loin cette analyse et de voir si certaines expériences tentées parviennent à dépasser ces obstacles et, en même temps, à offrir à l’action politique des pistes concrètes d’orientation en vue d’un mieux-être individuel et collectif.

Nous aurions tout aussi bien pu choisir les indicateurs suggérés par l’OCDE, le Conseil de l’Europe ou bien d’autres parmi les nombreux nouveaux indicateurs proposés tant aux niveaux global que local. Notre souhait n’est toutefois pas la présentation exhaustive de ceux-ci ni, puisqu’ils ont chacun une vocation propre et se situent à des niveaux distincts, la comparaison entre eux. Nous chercherons plutôt à illustrer des options de construction ou raisons d’être différentes et à identifier les éléments particulièrement porteurs de sens

1 Nous entendons par “société civile organisée” les structures organisationnelles dont les membres agissent et défendent une vision de la société en vue du bien commun. Il s’agit donc des associations, des organisations non gouvernementales, organisations de développement, etc.

2 Constat relayé par le Conseil de l’Europe dans *Construire le progrès sociétal pour le bien-être de tous avec les citoyens et les communautés*, Editions du Conseil de l’Europe, Strasbourg, septembre 2010.

3 “Les indicateurs du développement durable et l’empreinte écologique”, *Avis et rapports du Conseil économique, social et environnemental*, République Française, mai 2009, p. 24.

dans la perspective de la transition vers un futur écologiquement et socialement durable.

Nous analyserons d'abord les deux indices ayant une portée internationale (IDH et IBED) et celui de couverture nationale (BNB). Ensuite, nous porterons notre attention sur les trois indicateurs régionaux. Nous n'approfondirons pas de la même façon tous ces exemples mais nous chercherons à chaque fois à identifier les motivations ayant présidé à leur création (leur "vocation"), leur originalité et points d'intérêts particuliers, ainsi que les défis qui se posent à leur exploitation. Les tableaux permettront en outre de disposer de données plus factuelles liées à leur construction et à leur champ d'application.

Les indicateurs internationaux et nationaux

	Indice de développement humain (IDH)	Indice de bien-être durable (IBED)	Indice du bonheur national brut (BNB)
Initiative	PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement)	John Cobb (théologien américain) et Herman Daly (économiste américain)	Roi du Bhoutan pour la première impulsion en 1972, mais le processus a réellement démarré dans les années 2000
Année de conception	1990	1989	2012
Construction (dont prise de décision finale)	Collectif : PNUD et confrontation avec experts internationaux	John Cobb et Herman Daly	Collectif : basé sur des enquêtes de population, puis décision par le gouvernement
Type d'indicateur	Composite, moyenne de trois dimensions : santé, éducation et ressources économiques	Synthétique, indice monétarisé qui corrige le PIB avec des composantes de durabilité environnementale	Composite, moyenne de neuf domaines
Portée géographique	Mondiale	Mondiale	Nationale (territoire du Bhoutan)
Suivi et prise en compte politique	Il s'agit de l'un des indices les plus connus et diffusés du monde	Existe toujours mais peu employé (voir critiques)	L'expérience continue mais la pérennité sera conditionnée par la disponibilité de fonds et l'appropriation citoyenne

◆ L'Indice de développement humain (IDH)

Il a été créé en 1990 par les Nations Unies, et plus précisément par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) en vue d'appuyer la publication annuelle de son "Rapport sur le développement humain dans le monde". Créé principalement sur la base des travaux d'Amartya Sen, l'objectif était en effet de mesurer et comparer avec précision des observations internationales importantes pour évaluer le développement humain. Il s'agissait, à l'époque, de la première tentative de cette ampleur.

Cet indice propose, pour répondre à l'objectif en question, le suivi de trois dimensions essentielles que sont l'éducation, la santé et le niveau de vie (à savoir le niveau de revenu par habitant). Aujourd'hui, nous disposons d'un IDH "revu et corrigé". Après vingt ans, il a en effet subi une refonte partielle pour intégrer plus correctement les données liées au développement humain et remédier à certaines défaillances de type essentiellement méthodologique.

Cet ensemble d'indicateurs est intéressant en tant qu'il est sans doute l'indice alternatif au PIB le plus connu et utilisé de par le monde. Mais le fait qu'il intègre le PIB par habitant comme l'une des trois dimensions n'est sans doute pas étranger à son succès. Les deux autres dimensions, santé et éducation, constituent également un choix consensuel permettant un ralliement large en faveur de son exploitation. Par ailleurs, on pourrait penser, comme le chercheur Paul-Marie Boulanger que, sans la caution du prix Nobel d'économie Amartya Sen, il n'aurait peut-être pas eu autant de chance de survie...¹

De dimension internationale, il se prête en toute logique relativement peu aux réalités locales. Certaines régions en France ont toutefois fait l'exercice de l'adapter pour le rendre performant à leur niveau et l'Association des régions françaises (ARF) en souhaite d'ailleurs la généralisation à l'ensemble de l'Hexagone.

1 Boulanger, P.-M. (2004), "Les indicateurs de développement durable : un défi scientifique, un enjeu démocratique", in *Idées pour le débat*, n° 21, IDDRI.

◆ L'indicateur de bien-être durable (IBED, ou Index of Sustainable Economic Welfare)

Voici un exemple d'indicateur "PIB amélioré" par une dominante environnementale et qui est donc, comme le PIB, monétarisé. La première apparition de l'IBED date d'une publication de Cobb et Daly en 1989¹, même si c'est surtout à partir de 1994 que cet indicateur sera reconnu².

Pourquoi a-t-il été créé et en quoi nous intéresse-t-il ? L'IBED s'inscrit, au côté de l'Empreinte écologique, dans le mouvement pour intégrer la durabilité environnementale aux préoccupations comptables nationales. Le constat de ses concepteurs était que le PIB était inadéquat pour refléter le bien-être présent et futur. Il s'agit, en d'autres termes, de la question de la soutenabilité. Les principales limites du PIB auxquelles cet indicateur voulait remédier étaient :

- La non-prise en compte de la valeur du travail à domicile ;
- Les conséquences de l'inégalité de revenus sur le bien-être ;
- La perte de bien-être liée aux dégradations environnementales ;
- La prise en compte des "dépenses publiques défensives"³.

Sur la base de ce constat, l'IBED est donc un indicateur qui se construit par le calcul suivant : partant des consommations marchandes des ménages, on ajoute les services du travail domestique, les dépenses publiques non défensives et la formation de capital productif, desquels on soustrait les dépenses privées défensives, les coûts des dégradations de l'environnement et la dépréciation du capital naturel.

1 Cobb, J., Daly, H. (1989), *For the Common Good. Redirecting the Economy toward Community, the Environment and a Sustainable Future*, Beacon Press, Boston.

2 Voir Gadrey, J., Jany-Catrice, F. (2012), *Les nouveaux indicateurs de richesse*, op.cit., p. 70.

3 La notion de "dépenses défensives" désigne les situations où il y a croissance économique du fait d'activités qui consistent seulement à réparer des dégâts divers commis par d'autres activités. Alors qu'elles gonflent le PIB (exemple : dépollution suite à la marée noire causée par le bateau Erika), elles ne font aucunement progresser le bien-être puisqu'on ne fait, dans le meilleur des cas, que revenir au point de départ. Ces dépenses sont particulièrement difficiles à identifier.

L'approche originale de cet indicateur a très vite attiré l'attention et il n'a guère tardé à être appliqué à différents pays (Italie, Suède, Angleterre, USA, Autriche, et d'autres). Que nous révèle l'application de ce "PIB amélioré" à ces cas concrets, en comparaison avec le PIB classique ? La courbe de l'IBED a connu, à partir de 1945, une croissance nettement plus lente que celle du PIB et a même commencé à chuter à partir des années 1980 !

De nombreuses critiques ont toutefois été émises à l'encontre de cet indicateur, à la fois d'ordres théorique et méthodologique, qui en ont fortement freiné l'exploitation¹. Sans entrer dans le détail des différents argumentaires, soulignons qu'il défendait une vision "faible" de la soutenabilité écologique et sociale², ce qui en limitait la pertinence pour de nombreux acteurs, au premier rang desquels les écologistes.

◆ Le Bonheur national brut (BNB) du Bhoutan (ou Gross National Happiness Index)

En 2012, le petit royaume bouddhiste du Bhoutan, niché au pied de l'Himalaya, a instauré un indice du Bonheur national brut (GNH en anglais), à la suite des recommandations de son roi en 1972. Élément intéressant : c'est du code pénal de 1729, année de l'unification du pays, que date la première référence au fait que "si le gouvernement n'est pas capable de créer le bonheur (*dekid*) pour son peuple, il n'a pas de raison d'exister"³. Le bonheur comme objectif officiel d'une nation, voilà un concept séduisant... On comprend que l'indice visant à mesurer son atteinte fasse parler de lui depuis de nombreuses années ! Voyons plus précisément ce qu'est ce BNB, comment il est mesuré et, aspect important pour notre propos étant donnée sa vocation, si la construction de cet indice a impliqué une participation citoyenne.

1 Neumayer, E. (1999), "The ISEW — not an Index of Sustainable Economic Welfare", in *Social Indicators Research*, vol. 48, n° 1, pp. 77-101.

2 Voir p. 23 pour la définition de la soutenabilité faible ou forte.

3 Ura, K. et alli (2012), *A short guide to Gross National Happiness Index*, The Centre for Bhutan Studies, Bhutan, p. 6.

Il n'existe pas vraiment de définition arrêtée du BNB mais celle habituellement utilisée est la suivante : "Le bonheur national brut mesure la qualité d'un pays de façon plus holistique que le PIB. L'idée sous-jacente est que le développement positif d'une société humaine peut avoir lieu lorsque développements matériel et spirituel co-existent, l'un complétant et renforçant l'autre"¹. Pour l'ex-Premier ministre, Jigmi Y. Thinley, l'un des problèmes centraux du PIB est qu'il tend à promouvoir une croissance infinie dans un monde fini. Il ne permet en outre pas de disposer d'informations pourtant essentielles pour le développement d'une société, comme la répartition de la richesse, l'impact de l'extraction des ressources sur l'environnement, la dimension spirituelle, etc. Comme le bonheur est le but ultime de tout individu, il relève de la responsabilité des représentants politiques de mettre en œuvre tout ce qui est en leur pouvoir pour les y aider. J. Y. Thinley va plus loin encore, en soulignant que "ce qui est bon pour le Bhoutan est bon pour le reste du monde parce qu'il s'agit de quelque chose (le bonheur) qui est lié aux aspirations les plus fondamentales de l'être humain, qui sont les mêmes dans tous les pays"².

Les Bhoutanais entendent toutefois clairement distinguer le "bonheur" dont il est question dans leur BNB de celui (*happiness*) souvent décrit dans la littérature occidentale. Notre conception serait trop centrée sur les seules dimensions subjectives et individuelles du bien-être alors qu'ils souhaitent, quant à eux, souligner l'aspect multidimensionnel du concept et véritablement "internaliser" la responsabilité du bonheur. En d'autres termes, à travers la recherche individuelle du bonheur, chacun devient également responsable d'améliorer la vie des autres : "Nous savons que le bonheur vrai et durable ne peut exister si d'autres souffrent. Il s'atteint au contraire en servant les autres, en vivant en harmonie avec la nature, en développant notre sagesse et en permettant à notre vraie et brillante

1 www.educatingforfnh.com (traduction personnelle).

2 Interview du Premier ministre Jigmi Y. Thinley, à l'occasion de la Conférence internationale des Nations Unies "Wellbeing and happiness : defining a new paradigm.", UN News Centre, 2 avril 2012. Consultable en ligne : <http://www.un.org/apps/news/newsmakers.asp?NewsID=49/>

nature de s'accomplir"¹. Cette précision réintroduit la question autour de l'universalité des déterminants du bonheur et nous permet de percevoir l'intérêt d'une complémentarité entre des indicateurs de niveaux différents, permettant de coller au mieux aux réalités tant locales que globales.

Concrètement, comment fonctionne cet indice ? Sur quoi se base son calcul ? Il repose, en fait, sur neuf domaines, considérés d'égale importance dans la poursuite du bonheur : bien-être psychologique, emploi du temps, vitalité de la communauté de vie, diversité culturelle, résilience écologique, niveau de vie, santé, éducation et bonne gouvernance. À côté d'une préoccupation pour la croissance économique, on va donc également trouver la conservation et la promotion de la culture, la qualité de la vie sociale et celle de l'environnement, ainsi que les aspects plus politiques de bonne gouvernance responsable. Ces neuf dimensions incluent trente-trois indicateurs qui sont eux-mêmes décomposables en différentes variables.

Sur base de ces indicateurs, les citoyens sont alors classés en quatre catégories : les malheureux (*unhappy*), les "presque heureux" (*narrowly happy*), les "heureux" (*extensively happy*) et les "très heureux" (*deeply happy*). Le bonheur de la communauté passera par l'amélioration des conditions de vie de tous les "pas encore heureux". Car, au-delà de ces catégories d'ordre individuel, c'est clairement le côté collectif du bonheur qui est recherché.

Un autre élément important pour notre propos concerne le processus qui a permis l'élaboration de l'indice. Est-ce un indice créé par un ministère sur la base d'analyses d'experts ou de consultations citoyennes ? Le document de présentation de l'instrument précise que son élaboration s'est basée sur une enquête, menée en 2010, auprès de 7.142 personnes, issues des vingt districts que compte le Bhoutan et représentatives aussi bien des zones rurales qu'urbaines. Il semble que les objectifs de l'enquête et de l'indice aient été clairement présentés afin d'assurer la compréhension la plus complète possible du

1 Discours du Premier ministre du Bhoutan lors de la Conférence "Educating for Gross National Happiness", qui s'est tenue à Thimphu (Bhoutan), 7 décembre 2009.

processus et de permettre aux citoyens d'y contribuer pleinement. Les neuf domaines pré-cités et les indicateurs constituant l'indice sont donc issus de cette consultation populaire. Au niveau du suivi, il est prévu que les résultats soient mis à jour régulièrement, au travers d'enquêtes de terrain. Mais, en ce qui concerne la réelle appropriation citoyenne du processus, elle est rendue difficile par la grande complexité de l'indice. Et le fait qu'il n'est pas certain que le budget devant être alloué tous les deux ans à l'évaluation de la situation soit disponible, renforce le risque d'une déconnexion d'avec les préoccupations de la population.

L'enthousiasme international face à cette initiative est manifeste, en témoigne par exemple la tenue d'une grande conférence des Nations Unies, organisée sous le patronage du gouvernement du Bhoutan en avril 2012 sur le thème "Wellbeing and happiness : defining a new paradigm". Mais c'est précisément là que, pour certains Bhoutanais – dont le parti d'opposition qui, en juillet 2013, a justement gagné les élections – le bât blesse... Ces opposants à la "sur-médiatisation" du BNB décrient l'exploitation de cet indice par les autorités pour améliorer l'image du pays à l'étranger, mais sans consacrer autant d'énergie à agir concrètement dans le pays lui-même. Les prochaines années nous éclaireront quant à la capacité de l'opposition, maintenant au pouvoir, de conserver l'esprit d'initiative tout en améliorant son impact pour les citoyens eux-mêmes¹. Par ailleurs, les possibilités réelles d'exploitation de la méthodologie d'un tel indice dans un pays plus vaste sont également à étudier.

1 Nous remercions Isabelle Cassiers pour le partage de ses réflexions à cet égard. Un article de cet auteur au sujet du Bhoutan est à paraître dans la revue *Regards Economiques*.

Les indicateurs régionaux

	Quality of Life Progress Indicators for Jacksonville	Indicateurs sociétaux de bien-être territorialisés en Bretagne (ISBET)	Indicateurs concertés de bien-être et de progrès sociétal wallons
Initiative	Chambre de Commerce et Conseil communautaire de Jacksonville	ONG PEKEA (Political and Ethical Knowledge on Economic Activities) ¹ et Conseil régional de Bretagne	Ministre du Développement durable du gouvernement wallon et Ministre-Président de la Wallonie
Année de conception	1985	2008	2011 (projet pilote)
Construction (dont prise de décision finale)	Collectif : Chambre de Commerce, Conseil communautaire et citoyens "volontaires", représentatifs des diversités démographique et culturelle, ainsi que des intérêts publics et privés.	Collectif : élus locaux, citoyens et experts	Collectif : Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS), en collaboration avec le Conseil de l'Europe, la Direction interdépartementale de la Cohésion sociale (DiCS) et 15 communes wallonnes
Type d'indicateur	Indicateurs communautaires : neuf domaines dont chacun dispose d'une dizaine d'indicateurs	Composites : - Déclinaison de l'IDH - Les indicateurs sociétaux de bien-être se basent sur 6 (Canton de Pipriac) et 7 (Val d'Ille) dimensions	Cinq domaines ont à ce stade été choisis : situation sociale, bien-être, environnement, empreinte écologique et capital économique
Portée géographique	Communautaire	Régionale – Bretagne	Régionale – Wallonie
Fréquence du suivi et prise en compte politique	Suivi annuel depuis 1985 et lien avec l'action politique inhérente au projet	Le suivi est ponctuel et la prise en compte politique prévue dès la conception	Pas encore effectif, seul le projet pilote a eu lieu. Volonté politique forte

1 PEKEA fonctionne comme un réseau ouvert, rassemblant à la fois des chercheurs de diverses disciplines et des personnes engagées sur le terrain, ainsi que des gouvernements locaux partageant une même vision qui implique, notamment, de penser les activités économiques autrement.

◆ Indicateurs de progrès de la qualité de vie pour la communauté de Jacksonville

C'est à Jacksonville, en Floride, que voit le jour, en 1985 l'une des toutes premières initiatives à échelle locale, le "projet d'indicateurs communautaires sur la qualité de vie". En réalité, il s'agit de la rencontre de deux projets différents : celui porté par la Chambre de Commerce de Jacksonville dans le cadre de ses activités de développement économique, et celui du Conseil communautaire de la même ville, soucieux d'améliorer la qualité de la vie des membres de la communauté. Le point commun entre ces deux projets était la volonté d'innover dans la recherche d'informations et dans les solutions à apporter aux problèmes.

Il a été d'emblée décidé que les citoyens de la communauté seraient à la base de la construction d'une vision partagée pour le futur, basée sur l'identification des valeurs communes, mais aussi de leurs besoins et priorités individuels. Des représentants de tous les sous-groupes de la communauté ont donc été impliqués à la réflexion visant à créer un ensemble de repères pour évaluer la qualité de la vie à Jacksonville et pour identifier les progrès à faire en vue d'atteindre des objectifs conjointement définis. Ce processus de participation (réunions, groupes de travail, prises de décision collectives, etc.) tout au long de la conception et réflexion autour des indicateurs a été identifié comme ayant permis au projet de gagner en crédibilité et en légitimité au sein de la communauté. Les citoyens ont été rendus conscients de l'importance de prendre part au processus d'amélioration de leurs conditions de vie, à court et long termes¹.

Alors que de nombreuses initiatives de ce type échouent ou s'épuisent, celle-ci a vu la publication, en 2012, de son vingt-huitième rapport annuel² ! La longévité du projet permet également aux citoyens de

1 A propos de cet aspect, voir notamment : Conseil de l'Europe (2010), *Construire le progrès sociétal pour le bien-être de tous avec les citoyens et les communautés – Guide méthodologique*, Conseil de l'Europe, p. 22.

2 Consulter ce rapport 2012 sur le site web de JJCI <http://www.jjci.org> : Jacksonville Community Council Inc. (2011), "Quality of Life Progress Report for Jacksonville and Northeast Florida", *Executive Summary*, 28th Annual Edition.

percevoir les améliorations de façon tangible, ce qui ne peut que créer un “cercle vertueux” en ce qui concerne leur participation effective. Chaque année, un nouveau groupe de citoyens (comité) revoit le rapport et apporte les modifications nécessaires à la série d’indicateurs, ce qui assure une évolution du projet en fonction des apprentissages de la communauté. Notons que c’est un partenariat public-privé qui finance aujourd’hui le projet. Aucun des deux partenaires n’est majoritaire, ce qui assure au projet indépendance et survie, y compris en cas de changement politique. Le succès de cette initiative intéressante en a, en tous cas, inspiré beaucoup d’autres, notamment aux Etats-Unis et au Canada car la méthodologie est facilement exploitable dans d’autres contextes¹.

Dans quelle mesure cet ensemble d’indicateurs parvient-il à orienter l’action politique ? Son objectif est de fixer collectivement des stratégies et priorités à partir d’une analyse de la situation présente. Il s’agit donc d’un précieux outil d’information qui, aboutissant à des recommandations annuelles quant aux domaines prioritaires d’actions et d’investissement des ressources, est propre à nourrir une planification politique. Par ailleurs, on imagine aisément que, d’année en année, cet outil se révèle également un excellent moyen d’évaluation, permettant de mesurer les résultats atteints, progrès réalisés et efforts accomplis. Soulignons qu’un plan stratégique pluriannuel a été adopté dans le but précis de renforcer l’impact politique de l’initiative. Toutes les parties prenantes de la gouvernance locale sont incitées à exploiter les indicateurs, en amont de leurs choix, comme source d’information, et/ou en aval de leur action, comme critères de mesure des performances².

1 Plus de mille communautés se seraient inspirées de ces indicateurs pour leurs initiatives locales. Voir notamment les projets de Applied Survey Research (ASR).

2 Des détails intéressants concernant ce projet et la description des indicateurs précis se trouvent dans la fiche de l’IWEPS consacrée à cet indicateur : Reginster, I. Ruyters, C. et alii (2012), “Développement d’indicateurs complémentaires au PIB. Partie 2 : Revue harmonisée de tableaux de bord et batteries d’indicateurs”, in *Working Paper de l’IWEPS*, n° 7, pp. 248-257.

◆ Indicateurs sociétaux de bien-être territorialisés en Bretagne (ISBET)

En France, de nombreux gouvernements régionaux ont, depuis des années, compris l'importance de jouer un rôle dans la promotion du développement durable et d'engager des politiques visant cet objectif. La recherche de nouveaux indicateurs s'y inscrit pleinement et, grâce notamment à l'appui de l'Association des régions de France (ARF), vise à "donner la possibilité aux régions françaises de se doter de nouveaux repères, de nouvelles boussoles, destinés à éclairer les politiques publiques régionales et à mieux connaître l'environnement dans lequel ces politiques sont menées"¹.

A un niveau généralisé, il est à noter que les travaux menés sous l'impulsion de l'ARF ont permis de créer trois déclinaisons régionales d'indicateurs internationaux jusqu'alors réservés aux Etats : l'indice de développement humain (IDH), l'indicateur de santé sociale (ISS) et l'Empreinte écologique. Vingt-deux indicateurs dits "de contexte" sont ensuite venus compléter ces trois grands indicateurs. Ils permettent d'évaluer toute une série d'autres déterminants d'ordre écologique (qualité de l'air, par exemple), social (part de la population adhérant à une association, par exemple) ou économique (taux de création d'entreprises, par exemple). Le fait que toutes les régions de France aient adhéré à ce modèle a sans doute constitué un gage de durabilité du processus. La démarche d'adaptation locale d'indicateurs de grande échelle est en effet loin d'être légère et un certain effet d'entraînement est utile.

A côté de ces indicateurs de dimension régionale mais couvrant l'ensemble du territoire français², voyons un exemple précis, celui de la Bretagne, qui a réalisé un projet ayant abouti à la conception d'"Indicateurs sociétaux de bien-être Territorialisés" (ISBET). L'une

1 "Développement durable, la révolution des nouveaux indicateurs", *Rapport du Groupe de travail sur les indicateurs de développement durable de l'Association des Régions de France (ARF)*, janvier 2012, p. 3.

2 Le rapport précité permettra à ceux qui le souhaitent d'approfondir cet important travail mené dans le cadre de l'ARF par la Région Nord-Pas de Calais. Notons également que d'autres régions ont développé des indicateurs intéressants pour notre propos.

des raisons du choix de cet indicateur en particulier est le fait qu'il ait reçu le prix de la meilleure contribution pour un travail mené avec les citoyens lors du troisième Forum mondial de l'OCDE "Statistiques, connaissances et politiques : orienter le progrès, construire des visions, améliorer la vie" (2009).

Sans entrer dans de trop fastidieux détails, en quoi ce projet est-il intéressant dans le cadre de notre approche ? D'abord, parce qu'il est créateur de liens ! Toutes les parties prenantes concernées par les politiques territoriales (à savoir les collectivités locales, associations, acteurs économiques et citoyens) et des chercheurs ont été rassemblés autour d'un objectif bien précis, celui de l'élaboration – et de l'appropriation – d'indicateurs alternatifs sur le territoire breton. Intéressant ensuite, parce qu'au cœur de ce projet se trouve une vision du bien-être et du progrès élaborée avec la participation des citoyens par le biais de débats publics.

Soulignons que c'est une organisation non-gouvernementale, PEKEA¹, qui est à la base de l'initiative et qui l'a portée, grâce au financement du Conseil régional de Bretagne. L'objectif de ce réseau regroupant plus d'un millier de chercheurs et citoyens est de "penser autrement les activités économiques et de concevoir les moyens pour faire de la terre une planète humaine et solidaire. En d'autres mots, favoriser l'avènement d'une civilisation fraternelle où la coopération est plus importante que la compétition"². Le cadre était donc parfait pour tenter une expérience alliant savoirs scientifiques, compétences citoyennes et enjeux politiques. Les objectifs du projet étaient d'ailleurs explicitement multifformes : on y retrouve un objectif de type opérationnel visant à guider et apprécier les politiques publiques, un objectif scientifique de réflexion sur les indicateurs et leurs limites, mais aussi un enjeu citoyen portant sur la construction participative des indicateurs et un objectif dit "transversal" de formation et d'information des citoyens.

1 Political and Ethical Knowledge on Economic Activities.

2 Cette présentation de PEKEA est consultable sur le site <http://fr.pekea-fr.org/>

Concrètement, le processus a abouti à deux types d'indicateurs différents. D'abord, dans la ligne des déclinaisons territoriales de l'IDH, un IDH breton a été réalisé (reprenant donc les variables de l'IDH du PNUD, à savoir santé, éducation et niveau de vie) et plusieurs variantes élaborées. Ensuite, des indicateurs sociétaux de bien-être ont été développés sur deux territoires d'expérimentation. Chacune de ces zones a choisi les dimensions que ses indicateurs couvriraient, l'une en ayant six et l'autre sept¹.

Cet indicateur est également une illustration pratique de la méthodologie mise au point par le Conseil de l'Europe dans le cadre de sa Stratégie pour la cohésion sociale (voir p. 42). Pour rappel, le fondement de cette orientation est le "bien-être pour tous", entendu comme ne relevant pas simplement de la seule responsabilité des autorités publiques mais étant l'affaire de tous dans une perspective de coresponsabilité. D'où une approche méthodologique basée sur le dialogue et le débat, en somme sur une démarche participative en vue d'élaborer des préférences et choix collectifs plutôt qu'une agrégation de préférences individuelles dont nous avons vu les limites plus haut.

Pour tenir compte de cet impératif de participation citoyenne, considérée à la fois moyen et finalité de l'action, de nombreuses étapes ont jalonné l'élaboration des indicateurs (du moins le deuxième type, ceux de bien-être), encadrées par deux comités de pilotage, composés d'élus, de représentants des collectivités et d'acteurs économiques et sociaux, de citoyens et de chercheurs².

1 Les communes du Canton de Pipriac ont choisi d'évaluer : les conditions de vie, les relations, le temps libre et développement personnel, les sentiments, l'environnement, la liberté/contrainte. Les communes du Val d'Ille ont quant à elles choisi d'évaluer : la santé, l'environnement, la solidarité/entraide/aide/partage, les relations sociales, les modes de vie/conditions de vie, les institutions et politiques publiques ainsi que l'épanouissement et le développement personnel.

2 Pour d'autres informations que celles du site PEKEA sur le projet ISBET, voir par exemple Renault, M. (2011), "Le projet Isbet en Bretagne", in *La richesse autrement, Alternatives économiques*, hors-série Poche, n° 48, mars, pp. 89-90. Toutes les étapes du projet et détails concernant la structure de l'ISBET sont également présentés dans le *Working Paper* n° 7 de l'IWEPS : Reginster, I. Ruyters, C. et alii (2012), "Développement d'indicateurs complémentaires au PIB. Partie 2 : Revue harmonisée de tableaux de bord et batteries d'indicateurs", in *Working Paper de l'IWEPS*, n° 7, pp. 212-225.

◆ Indicateurs concertés de bien-être et de progrès sociétal wallons

En Belgique, le projet de la Wallonie est pionnier et intéressant à divers égards. “L’objectif du gouvernement (wallon) est de sortir d’une vision simpliste, de compléter le PIB avec d’autres regards tout aussi importants afin de disposer d’une vision à 360° du développement de la Wallonie”¹. C’est en ces termes que le ministre du Développement durable, Jean-Marc Nollet, a présenté en mai 2013 la décision du gouvernement wallon de se doter de cinq indicateurs complémentaires au PIB. Contrairement aux autres indicateurs présentés dans ce chapitre, nous ne disposons pas d’informations quant au résultat puisque l’outil n’est pas encore exploitable et n’a, à ce jour, fait l’objet que d’un projet pilote. Il n’en reste pas moins intéressant pour notre propos pour différentes raisons.

Il s’agit tout d’abord d’un indicateur qui a fait l’objet d’une “commande” par le politique, préoccupé à la fois par les dimensions socio-économiques et environnementales. L’idée est double. D’une part, cet outil doit permettre le pilotage de l’action politique pour établir des priorités et des plans d’actions en vue d’atteindre les objectifs fixés concernant le bien-être collectif durable. D’autre part, il sera aussi un outil d’évaluation de l’impact des actions. Les organisations de la société civile au sens large disposeront donc d’instruments de contrôle – et éventuellement de pression – de l’autorité publique.

Ici aussi, le contenu du décret du Conseil de l’Europe de 2008 sur la cohésion sociale a servi d’inspiration et sa méthodologie, de cadre à la réflexion. La démarche wallonne s’est donc inscrite dans la poursuite du bien-être de tous les citoyens énoncée par le Conseil de l’Europe, passant par la réduction des disparités et de la marginalisation². De plus, c’est en constatant la difficulté d’accéder à des données pour la mesure du bien-être, que l’Institut wallon de l’évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) a imaginé, en partenariat avec le Conseil de l’Europe et la Direction interdépartementale de la Cohésion sociale du Service public de Wallonie, une

1 “La Wallonie veut regarder par-delà le seul PIB”, Journal *Le Soir*, 14 mai 2013.

2 Conseil de l’Europe (2010), *Nouvelle Stratégie pour la Cohésion sociale*, p. 2.

expérience pilote visant à l'élaboration concertée d'indicateurs de bien-être au niveau communal.

Travail collectif donc, pour ce projet wallon, dont l'un des objectifs était clairement de donner la parole à des groupes de citoyens. Pour les initiateurs du projet, il était important de ne pas tomber dans l'écueil d'un débat de type "technocratique", monopolisé par quelques spécialistes. Au total, ce sont 1.200 citoyens, représentant la diversité des quinze communes "volontaires" du projet, qui ont été amenés à proposer et à débattre de critères de bien-être. Et, comme dans d'autres cas précédemment étudiés, le processus lui-même et la "mise en lien" des citoyens de communes différentes se révèlent aussi riches que la concrétisation des indicateurs.

Il est intéressant de noter que des indicateurs avaient été proposés à la Wallonie par différents acteurs¹. C'est finalement le projet de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) qui a été retenu. Il s'agit de l'institution publique chargée d'aider à la décision les autorités publiques wallonnes, mais aussi les partenaires de la région et les citoyens en mettant à leur disposition des informations de divers types, dont par exemple, pour le cas qui nous concerne, des exercices d'évaluation². De ce fait, le souhait est que l'institution puisse mener à bien la suite du travail, à savoir la récolte régulière des données, leur traitement statistique et l'élaboration de recommandations à l'attention des responsables politiques.

Conclusions à tirer de ces études de cas ?

Ces exemples illustrent la diversité tant des processus d'élaboration des indicateurs complémentaires que des valeurs les soutenant, des méthodes de mesure et de leur portée géographique. L'analyse de leurs forces et faiblesses ainsi que de leurs modalités de fonctionne-

1 Un autre projet de grande ampleur visant le développement d'indicateurs de bien-être en Belgique était le projet de recherche WellBeBe, qui s'est également appuyé sur une large base citoyenne. La recherche a été menée conjointement par l'Université libre de Bruxelles (ULB) et l'Institut pour le développement durable (IDD).

2 Pour des informations complémentaires sur les missions et le travail de l'IWEPS, voir le site de l'institution : www.iweeps.be/

ment nous permet de mettre en évidence certaines conditions favorisant leur pérennité. Quels indicateurs, parmi eux, font face à quels types de risques ? Toujours en nous appuyant sur cette analyse, nous étudierons ensuite, dans le troisième et dernier chapitre, leur capacité à répondre aux enjeux de citoyenneté tels qu'identifiés plus haut.

Pour commencer donc, que peut-on déduire de l'histoire de ces différents indicateurs concernant leurs chances de survie ? Les facteurs que nous analyserons seront (1) l'importance du soutien politique, (2) la disponibilité des fonds et les procédures de suivi, (3) le positionnement idéologique et la clarté du message et (4) l'implication des citoyens.

1. Travail indissociable de l'action politique

L'idée de concevoir de nouveaux indicateurs ne pose habituellement de problème à personne. Mais en assurer la prise en considération effective à des fins politiques est une autre paire de manches... On comprend pourtant, à travers ces six exemples, l'importance de lier ces indicateurs à la sphère politique si l'on veut réellement impulser un changement à l'orientation des sociétés et ce, quel que soit le niveau auquel est situé l'indicateur.

La plupart de ces indicateurs peuvent servir en amont et/ou en aval de la décision politique. Si c'est en amont, les résultats qu'ils feront apparaître peuvent orienter l'action des autorités publiques, souligner les faiblesses présentes et mettre en valeur la réalité et les enjeux, particulièrement à un niveau local. En aval, les indicateurs permettront par contre d'évaluer l'impact des mesures ou des choix politiques dans des volets précis. Dans un cas comme dans l'autre, une cohérence entre le choix des indicateurs et les décisions politiques doit être assurée.

Nous avons vu que les données issues d'indicateurs nés de l'impulsion d'autorités politiques au niveau local ou national (ceux du Bhoutan, de Jacksonville et de la Wallonie), ou avalisés par les responsables locaux (ISBET) même si l'initiative n'émanait pas directement de leur structure, ont davantage de chances d'être véritablement intégrées

aux programmes politiques de ces régions ou pays. La difficulté est toutefois d'assurer, dans le même temps, l'appropriation citoyenne des processus.

2. Disponibilité des fonds et procédures de suivi

En lien avec le point précédent, on constate qu'il est indispensable, pour assurer la continuité des projets et l'exploitation durable des résultats, que des moyens d'ordre tant financier que logistique soient alloués à la démarche de façon certaine et régulière. Ceci est nécessaire pour assurer que les données puissent être récoltées de façon adéquate, et qu'elles soient transmises aux instituts de statistiques chargés de les traiter. Il est ainsi évident que la survie de l'indicateur bhoutanais BNB ne sera assurée que si des fonds sont débloqués à cet effet. Le fait que les autorités de Jacksonville aient pris en main le développement des indicateurs de progrès et en assurent la récolte systématique des données semble leur permettre une pérennité. De même, au niveau wallon, le choix d'attribuer à une administration le rôle de suivi des indicateurs pourrait jouer un rôle positif à cet égard.

3. Positionnement idéologique - Complexité versus Efficacité du message

Puisque la mise en nombre et les choix statistiques ne sont jamais neutres, il est important de clarifier les valeurs et les priorités que l'on entend défendre au travers des indicateurs. La préoccupation sera-t-elle par exemple principalement de type environnemental ou social ? Qui sera impliqué dans la réflexion en amont ? Qui sera chargé du suivi en aval ?

Il n'est pas évident en tous cas de réaliser la prouesse d'avoir un outil de mesure à la fois accessible et complet. Au Bhoutan, certains observateurs s'inquiètent que la complexité de l'indicateur créé en rende l'appropriation par la population difficile. Le souhait des concepteurs était d'inclure un grand nombre de déterminants, afin de coller au plus près à la réalité vécue au quotidien par les Bhoutanais, au détriment peut-être de la clarté de la communication. A

l'autre extrême, on trouvera par exemple l'Empreinte Ecologique¹, pour laquelle le choix a été fait de ne sélectionner qu'une partie de la dimension environnementale. L'avantage est sans nul doute la facilité, pour le grand public, de l'appréhender (on peut même demander le calcul de son propre impact à des associations), même s'il faudra alors compléter cet indicateur par d'autres afin d'intégrer des dimensions de type social par exemple.

L'indicateur "parfait" n'existe pas et c'est la raison pour laquelle une complémentarité entre des instruments de mesure de types et d'an-crages différents peut déployer toute sa richesse. La complémentarité peut avoir lieu au niveau géographique par exemple. Ainsi, la question de la "territorialisation" des indicateurs est incontournable pour la simple raison que chaque zone géographique a ses propres spécificités, exigences, fragilités. La "prise de température" peut difficilement se faire exclusivement d'"en haut". Si les initiatives nationales ou mondiales peuvent bien entendu inspirer et fournir aux autorités locales une base de travail (voir par exemple l'IDH breton), nous pensons qu'il est important que celles-ci, accompagnées de représentants de la société civile, s'en approprient et les déclinent en fonction de leur propre réalité.

4. Implication des citoyens

L'expérience des trois derniers indicateurs régionaux (Bhoutan, Jacksonville et Wallonie) – comme de nombreux autres – a démontré que la réflexion sur la mesure de la prospérité n'était pas complexe au point que les citoyens ne puissent s'en mêler. La Commission Stiglitz – pour ne citer qu'elle – a eu le grand mérite de remettre la question au-devant de la scène, mais les organisations de la société civile et les citoyens eux-mêmes ont à présent un rôle à jouer tant dans les réflexions sur la richesse, le progrès ou le bien-être que dans le travail de définition des indicateurs eux-mêmes.

1 L'Empreinte Ecologique mesure la pression que nous exerçons sur l'environnement naturel, par nos activités humaines de production et de consommation. Le réseau Global Footprint Network fournit les actualisations des méthodes et des données. Voir : <http://www.footprintnetwork.org/fr/>

Ces exemples ont également mis en avant le fait que la participation citoyenne permettait non seulement de faire émerger les multiples facettes des réalités locales mais également, lorsque le processus est collectif, de dépasser les difficultés rencontrées au travers des enquêtes subjectives de bonheur (biais psychologiques par exemple). Un approfondissement de ce volet citoyen nous permettra à présent de voir ce que la démarche de réflexion collective autour d'indicateurs de prospérité permettrait d'apporter à la société dans son ensemble.



CHAPITRE 3 : Les indicateurs, une piste pour répondre aux enjeux actuels ?

Pour rappel, on avait connu, dans les années 1970, une montée en puissance de la réflexion et des initiatives concernant le développement humain durable. On commençait à percevoir les limites du PIB comme indicateur permettant d'évaluer le développement des sociétés et à se préoccuper des impacts de notre mode de consommation sur l'environnement. On s'interrogeait alors sur la meilleure façon de mesurer, dans le contexte des limites écologiques planétaires, les conséquences environnementales et sociales de nos actes.

Malheureusement, dans les années 1980, le spectre de l'enlissement d'une crise qui se traduisait par une augmentation constante du chômage et de l'inflation a fait glisser ces préoccupations au second plan, loin derrière la priorité, énoncée par les politiques, d'accorder à la croissance et à la compétitivité toute l'énergie disponible... Et pourtant, depuis les années 1990, la préoccupation en faveur d'"autres indicateurs" refait surface et ne faiblit plus. Le besoin d'une boussole intégrant différentes dimensions et facteurs en vue de l'action politique est pressant.

Bien entendu, les dizaines d'initiatives nées depuis lors ne sont pas exemptes d'erreurs et peuvent faire l'objet de critiques. Elles ont néanmoins le mérite d'exister et de faire vivre une œuvre collective importante qui se structure progressivement. En effet, au-delà de la question technique, l'enjeu central de la mesure de la prospérité est politique : nous sommes maintenus, comme le rappellent I. Stengers et P. Pignarre, dans un système impossible ou "sorcier"¹, où on nous présente la croissance comme seule option. Dans le même temps, on nous dit savoir qu'on va dans le mur. Face à ce message, il s'agit d'inventer les moyens d'assurer le bien-être des générations actuelles

1 Pignarre, P., Stengers, I. (2007), *La sorcellerie capitaliste*, La Découverte, Paris.

et futures. Les indicateurs sont l'un de ces outils, en tant qu'ils permettent de pointer à la fois des lacunes et d'indiquer une orientation.

Cet enjeu nous invite à repenser notre rapport à la collectivité et au pouvoir, au cœur duquel les indicateurs complémentaires peuvent s'insérer aisément. La réflexion autour de la mise en place de ces indicateurs peut en effet jouer un rôle essentiel dans les dynamiques internes de la société et le renouvellement de notre culture démocratique. Mais à deux conditions... D'une part, que le cadre démocratique instauré permette l'émergence de processus créatifs et participatifs. D'autre part, que ce cadre puisse accueillir une triple articulation, d'abord des différentes dimensions de la vie en société (sociale, économique et environnementale), articulation ensuite des niveaux globaux et locaux et, enfin, articulation des principaux acteurs concernés (monde politique, organisations de la société civile et acteurs économiques).

Ce dernier chapitre nous amènera donc, dans un premier temps, à questionner les processus démocratiques, principalement quant à la légitimité des prises de décision et aux limites de la démocratie dite participative. Nous verrons ensuite, en conclusion, si la triple articulation proposée permet de situer la réflexion sur les indicateurs complémentaires dans la perspective qui est la nôtre, à savoir un développement écologiquement et socialement soutenable.

La participation citoyenne : un enjeu de légitimité démocratique et un outil de lutte contre le sentiment d'impuissance

Nous avons précédemment souligné combien aujourd'hui, dans nos sociétés occidentales, l'élaboration d'un certain nombre de mesures politiques semble revenir, *de facto*, aux seuls experts. Cela ne semble pas, à première vue, en droite ligne avec les principes démocratiques... Mais, s'il ne semble pas correct de considérer une analyse des marchés financiers, par exemple, comme base unique à la décision politique, la volonté exprimée par chaque citoyen en son nom propre ne paraît pas non plus pouvoir s'imposer à cet égard !

Entre décision guidée d'en haut, subjectivité des individus et sentiment d'impuissance, comment trouver un équilibre ?

Une démarche basée sur la discussion

Le travail du philosophe Jürgen Habermas peut nous éclairer sur ce point et rejoint d'ailleurs un constat établi précédemment lors de l'analyse du processus d'élaboration de certains indicateurs complémentaires : "La source de la légitimité n'est pas la volonté prédéterminée des individus mais plutôt le processus de sa formation, c'est-à-dire la délibération elle-même. Une décision légitime ne représente pas la volonté de tous, mais constitue le résultat de la délibération de tous. C'est le processus par lequel se constitue la volonté de chacun qui confère sa légitimité au résultat plutôt que la somme des volontés déjà déterminées"¹.

Comment tendre vers ce but qui se traduit par ce que Habermas appelle "une entente rationnellement motivée"² ? Il faut, selon le philosophe, créer les conditions d'un débat de qualité. C'est en effet par la discussion que pourrait être atteinte cette entente, discussion au cours de laquelle chacun doit pouvoir s'exprimer et qui devrait se prolonger jusqu'au moment où, dans l'idéal, tous seraient d'accord sur des propositions et des actions. Dans la pratique, il faut bien sûr souvent adapter cette règle de base et recourir à la décision de la plus large majorité possible. L'idée reste toutefois celle de convoquer la participation des citoyens pour aboutir à une co-construction de solutions. Nul doute que cela implique un effort considérable d'éducation populaire.

Les indicateurs complémentaires, une co-construction réussie ?

Cette co-construction est précisément ce que plusieurs initiatives parmi celles décrites plus haut ont tenté : la conception d'indicateurs complémentaires peut s'ancre au cœur même des préoccupations et des analyses des citoyens. Mais lorsqu'on associe des représentants

1 Manin, B. (1987), "On Legitimacy and Political Deliberation", in *Political Theory*, vol. 15, p. 35.
Cité dans Habermas, J. (1992), "L'espace public, 30 ans après.", in *Quaderni*, n° 18, p. 180.

2 Habermas, J. (1997), *Droit et Démocratie. Entre faits et normes*, Gallimard, Paris.

de la population à la réflexion, il ne s'agit pas simplement de leur demander leur avis, ou de les inviter à se positionner. Les indicateurs locaux construits sur un mode participatif (comme c'est le cas en Bretagne et en Wallonie) ont exigé une implication véritablement active de la part d'un panel voulu comme représentatif des citoyens.

L'intérêt est multiple. Tout d'abord, des questions ou sujets importants pour la vie de chacun peuvent émerger, qui ne seraient pas forcément pris en compte par des groupes d'experts, scientifiques ou politiques. Au niveau des informations reçues, donc, cette démarche citoyenne a tout son sens.

Par ailleurs, une implication de la base autour de la construction d'indicateurs complémentaires relève aussi d'un enjeu démocratique. Elle permet de mobiliser les citoyens, en leur donnant un rôle au niveau de la collectivité et en les incitant à questionner des idées souvent données pour acquises (par exemple, le fait que la prospérité de notre société soit liée à sa croissance économique). Y est valorisée la capacité des personnes à agir et réfléchir par rapport à leur environnement de vie, et non pas uniquement leur capacité à réagir à des propositions, choix idéologiques et autres. Il est intéressant de constater que dans certaines régions françaises où une démarche participative de réflexion a été menée, la dynamique collective d'appropriation des enjeux s'est parfois révélée plus intéressante que les indicateurs qui en résultaient¹. Ces exemples constituent donc en fait une mise en pratique réussie de la démocratie participative ! Mais évitons l'angélisme et éloignons-nous un instant des initiatives de construction d'indicateurs complémentaires pour voir les écueils qui attendent les partisans de la démocratie participative.

1 C'est notamment le cas des expériences menées dans les Pays de la Loire et en Nord-Pas-de-Calais. Voir respectivement le site internet "Développement durable : Pour de nouveaux indicateurs de richesses en Pays de Loire" (www.boiteaoutils-richessespdll.fr), dont notamment l'article "Pour franchir un nouveau cap, changer de boussole", publié en 2011 et "Une conférence citoyenne sur les nouveaux indicateurs de développement humain", Région Nord-Pas-de-Calais, note de la Direction du Développement Durable, de la prospective et de l'évaluation n° 30, 2010.

Les limites de la démocratie participative

Face à la crise de confiance des citoyens vis-à-vis de la (et des) politique(s), on voit un peu partout des dispositifs participatifs se multiplier, comme dans les conseils de certains quartiers où est convoquée l'“expertise d'usage” des citoyens. Progressivement, la vague de la participation est en train de gagner du terrain en politique et un nombre croissant d'élus locaux considère incontournable de “faire participer” les citoyens, d'une façon ou d'une autre.

Le problème réside justement dans le flou du concept de “démocratie participative” qui, loin d'être univoque, recouvre des méthodes et stratégies¹ dont, finalement, l'unique point commun est d'“associer les citoyens” à la prise de décision politique. A part cet élément, l'imprécision juridique et administrative est totale et cette indétermination est souvent exploitée par ceux qui, ayant bien perçu le côté porteur de la démarche, entendent l'utiliser pour une question “d'image” ou pour, du côté citoyen, faire passer des priorités ou intérêts personnels, plutôt que pour réellement en vivre l'esprit.

Selon certains auteurs, comme le politologue Rémi Lefebvre, la démocratie participative telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, ne se distingue aucunement de la démocratie représentative que l'on critique pour sa déconnexion d'avec le citoyen de la rue. Elle s'y intègre même en renforçant le rôle et le positionnement des élus : “Le développement des dispositifs participatifs s'inscrit dans un contexte de “crise de la représentation” de plus en plus intériorisée par les élus, qui font feu de tout bois pour susciter de l'assentiment, de la loyauté et de la légitimité. La démocratie participative, par le style qu'elle imprime à l'action publique et les signes qu'elle permet d'adresser à la population, participe de cet activisme symbolique”².

1 La participation à une décision peut prendre différentes formes, en fonction du degré d'implication souhaité. Il peut par exemple s'agir d'une consultation, d'une concertation, d'une co-élaboration ou d'un référendum. Voir Fauchard, L. et Mocellin, P. (2012), *Démocratie participative : progrès ou illusions ?*, L'Harmattan, p. 101.

2 Lefebvre, R. (2012), “La démocratie participative absorbée par le système politique local”, article publié le 29 octobre sur le site www.metropolitiques.eu/

En conclusion, si l'esprit de la démocratie participative reste foncièrement porteur et intéressant, particulièrement pour la réflexion qui est la nôtre, ces mises en garde nous incitent une fois de plus à la prudence.

Lutter contre le sentiment d'impuissance

Mais une autre raison nous incite à suivre la voie de la participation citoyenne. Celle-ci se révèle importante aussi pour lutter contre le danger, évoqué dans le premier chapitre, du sentiment d'impuissance du citoyen, qui découle de celui d'être "sans prise" sur la chose politique et donc, sur le monde autour de lui. I. Stengers et P. Pignarre définissent par le terme d'"alternatives infernales" la situation dans laquelle se trouvent les citoyens : "Cela peut se résumer par : "Vous agissez pour une chose mais les conséquences seront pires". Ainsi, "vous luttez pour un niveau de vie correct mais cela implique qu'il y aura des délocalisations", ou encore "vous voudriez plus d'équité par l'impôt mais cela va entraîner des fuites de capitaux". Vous êtes comme pris à la gorge, réduit à l'impuissance"¹. Il en faudra assurément bien plus pour réduire ces alternatives infernales mais l'analyse conjointe de nos situations de vie complexes et l'émergence d'initiatives citoyennes structurées pourraient nous permettre de retrouver, collectivement et individuellement, nos capacités créatrices et de faire partiellement levier contre ce sentiment d'impuissance².

Comment, maintenant, créer un cadre permettant à la fois d'établir un vrai dialogue entre les différents acteurs concernés et l'articuler à une réflexion autour de la soutenabilité à la fois sociale et environnementale ?

1 Interview de Isabelle Stengers dans la revue *L'humanité* (15 juillet 2013), "La gauche a besoin de manière vitale que les gens pensent". Consultable en ligne.

2 Voir également, à cet égard, l'article de Christian Arnsperger dans l'ouvrage collectif coordonné par Isabelle Cassiers : Arnsperger, C., "Quelle action collective pour repenser la prospérité : Enjeux démocratiques de la transition écologique et économique", in Cassiers, I. et alli (2011), *Redéfinir la prospérité. Jalons pour un débat public*, Editions de l'Aube, pp. 239-265.

Articulations et diversité

Si la réflexion autour des indicateurs complémentaires s'insère dans un cadre de démocratie participative, comment ensuite en assurer la prise en compte effective, pour le bien-être de tous, à savoir à la fois les générations présentes et futures, et les citoyens d'ici ou d'ailleurs ? Il faut, avant tout, replacer le politique aux commandes du projet de société de façon à ce qu'il puisse, à chaque niveau de la société, en gérer l'articulation des différentes composantes, équilibrer les apports des acteurs et assurer la pérennité de l'ensemble.

Articulation des dimensions sociales, environnementales et économiques au niveau local ou national

La première articulation découle des constats établis dans les chapitres précédents : on ne peut limiter notre évaluation d'une société ou d'un groupe à un nombre restreint de dimensions, au risque de prendre des décisions inconsidérées pour l'équilibre global. Les indicateurs complémentaires ont leur rôle à jouer pour permettre cette prise en compte équilibrée des déterminants de la prospérité.

Même si nous rappelons ici encore qu'il est évident que les indicateurs ne constituent jamais, à eux seuls, une réponse à la question de la soutenabilité de nos modes de vie, ils permettent toutefois potentiellement de modifier l'ordre des priorités et d'intégrer des préoccupations de différents types dans les bilans – chiffrés ou pas – des sociétés, en attirant l'attention des responsables politiques. Comme tous les instruments de ce type, ils n'ont en soi aucun pouvoir, mais leurs mises en garde peuvent être habilement exploitées, et ainsi constituer des guides précieux.

Ainsi par exemple, les débats essentiels aujourd'hui quant aux réformes du chômage, du système des retraites et d'autres auraient sans nul doute une autre teinte si l'on disposait d'indicateurs complémentaires au PIB, permettant de nuancer les résultats économiques par la prise en compte d'externalités environnementales ou sociales. L'exemple du Bhoutan s'inscrit également dans cette perspective même si, nous l'avons vu, les difficultés ne manquent pas et

qu'il faudra attendre encore quelques années pour tirer les leçons de cette intéressante expérience.

La participation citoyenne est, à cet égard, cruciale pour faire émerger des préoccupations et les intégrer dans un schéma dont les objectifs seraient clairement énoncés et collectivement assumés. Mais cela n'est pas suffisant, il faut l'ajout d'une autre dimension, celle qui permettrait d'articuler des enjeux locaux et globaux.

Articulation des enjeux locaux et des défis globaux

La deuxième articulation permet de prendre en compte des éléments n'ayant pas forcément toujours d'impact direct sur les citoyens mais qui, dans une optique de soutenabilité forte, doivent impérativement être pris en compte. Il est en effet évident qu'on ne peut se contenter des indicateurs locaux qui requièrent une haute participation citoyenne et dont les déterminants ne peuvent par définition pas être généralisés à grande échelle – puisqu'ils correspondent à la réalité locale de laquelle ils ont été définis. Mais, inversement, on ne peut non plus se servir des indicateurs globaux, comme ceux des Nations Unies, pour faire le suivi du développement local.

La complémentarité entre ces indicateurs globaux, nationaux et locaux semble dès lors la voie la plus équilibrée pour disposer d'une vision fine de la situation et de son évolution. Cette articulation permettrait aussi de rendre compte des marges de manœuvre – ou limites – existantes. "Tout" n'est pas possible ou en tous cas pas à n'importe quel prix. Cela implique un travail de réflexion quant au niveau optimal et aux limites de chaque indicateur mais aussi, au niveau politique, un travail d'appropriation de chacun et d'articulation entre eux. Le PIB, par les informations qu'il est en mesure de fournir au niveau économique national, ne devrait certainement pas être écarté de ce calcul.

Articulation entre monde politique, société civile et experts

La dernière articulation tout à fait incontournable et qui donnerait aux indicateurs complémentaires la possibilité de devenir un levier

de changement est celle entre les différentes catégories d'acteurs, identifiées plus haut. On peut estimer que le savoir pratique dont disposent les premiers concernés par une décision politique – les citoyens – est complémentaire au savoir technique des experts. Mais c'est un défi complexe, pour les autorités publiques, que de parvenir à l'intégrer. Différentes pistes ont été évoquées.

◆ La voix citoyenne à travers les enquêtes subjectives

On l'a vu, une façon de permettre aux citoyens d'exister dans la gestion de la *polis*, sans toutefois les impliquer dans un véritable processus collectif est le système des enquêtes individuelles, par exemple sur le niveau de satisfaction de vie. L'économie du bonheur (basée sur des enquêtes de satisfaction) permet d'aboutir à des recommandations éloignées de celles basées sur les résultats de la science économique traditionnelle, et on ne peut que se réjouir de ce pluralisme méthodologique, qui peut déboucher sur un pluralisme des idées à défendre sur le terrain politique¹.

Mais le premier chapitre nous a permis de nous rendre compte de la complexité psychologique apparaissant au travers de cette approche, ainsi que certains biais méthodologiques, et il importe donc, certes, de prendre en compte ces données, mais non comme les seules déterminantes. Il a en effet été prouvé que les comportements individuels ne débouchent pas forcément sur le bien-être collectif optimal². Et, plus encore, que les individus ne font pas toujours les bons choix pour leur propre bonheur ! Le rôle du politique sera, une fois la préférence exprimée, de prendre des décisions en vue du bien commun, d'une gestion équitable et éclairée, etc. Et le rôle de l'expert, indispensable, d'appuyer la formalisation de ces décisions.

1 Davoine, L. (2007), *L'économie du bonheur peut-elle renouveler l'économie du bien-être ?*, *op. cit.*, p. 18.

2 Layard, R. (2005), "Rethinking Public Economics : The Implications of Rivalry and Habit", in L. Bruni & P. L. Porta (Eds.), *Economics & Happiness. Framing the analysis*, Oxford University Press, Oxford.

◆ Co-construction

On l'a vu, il y a aujourd'hui une vraie nécessité à revitaliser la démocratie. L'une des pistes est de s'appuyer sur un rôle plus important des citoyens, rendus capables de rechercher, avec les responsables politiques et au côté des experts, des solutions adaptées aux problèmes rencontrés par la société. Se doter d'un cadre général rendant explicite l'interaction entre processus citoyens et processus politiques permettrait notamment, comme le suggérait le Conseil de l'Europe dans son "Guide sur le bien-être"¹, de croiser des logiques ascendantes, basées sur la participation active des citoyens, et des logiques descendantes, des politiques vers les citoyens. Cela permettrait également de développer la conviction que le bien-être individuel est indissociable du bien-être de tous.

Cette recommandation s'applique parfaitement à la réflexion autour des indicateurs complémentaires au PIB. En effet, on constate que trop souvent, ces indicateurs restent hors de la sphère de l'action politique, n'influençant que très superficiellement les décisions prises par des autorités publiques focalisées sur les résultats économiques. Or, des pistes existent pour s'assurer de la prise en considération effective des résultats obtenus, comme le confirment les exemples présentés dans le chapitre précédent. Le fait que les autorités publiques soient impliquées dès le démarrage du projet ou en soient même les initiatrices, comme à Jacksonville ou en Wallonie, constitue assurément un gage de survie et d'exploitation des résultats. Les autorités engagent en effet en quelque sorte leur crédibilité en soutenant un processus qu'elles estiment important. Si les autorités ne sont pas impliquées au départ, il importe alors que les initiateurs disposent d'informations complètes et d'une compréhension précise des enjeux politiques et institutionnels du moment².

1 Le document est accessible sur le site du Conseil de l'Europe : www.coe.int/dg3/socialpolicies/socialcohesiondev/dource/GUIDEBIENETRE_FR.pdf

2 Voir, à ce sujet, Bauler, T. (2012), "An analytical framework to discuss the usability of (environmental) indicators for policy", in *Ecological Economics*, 17, pp. 38-45.

Les obstacles aujourd'hui tiennent certainement, entre autres, aux spécificités de la vie politique et au statut des affirmations scientifiques. Au niveau politique, la temporalité électorale, avec ses échéances rigoureuses, empêche bien souvent de penser sur le long terme, tandis que la professionnalisation du métier d'acteur politique crée sans nul doute une distanciation d'avec les citoyens. De leur côté, les experts sont régulièrement renforcés dans la perception de leur rôle comme prédominant pour les choix sociétaux. Et pourtant, les pages qui précèdent semblent appuyer la thèse d'Isabelle Stengers lorsqu'elle affirme que, "en ces temps où prévaut l'économie de la connaissance, les scientifiques pourraient bien avoir un besoin vital de l'intelligence publique qui pourrait irriguer un milieu de connaisseurs"¹. Quel est le rôle que pourrait jouer la société civile organisée dans ce cadre ?

◆ Le rôle de la société civile organisée

Les organisations de la société civile sont des associations ou groupes citoyens qui fonctionnent en dehors de la sphère gouvernementale ou commerciale pour le bien commun. Leur champ d'action est extrêmement diversifié et, par leur position d'indépendance par rapport au pouvoir, elles peuvent contribuer à la formation d'opinions. Dans un grand nombre de cas, elles visent des effets politiques grâce à une influence publique, soit parce qu'elles participent directement à la communication publique, soit parce qu'elles apportent une contribution implicite au débat public en fonction de leur vision de la société². C'est notamment ce rôle qu'elles peuvent jouer en intégrant la réflexion autour des indicateurs complémentaires au PIB. Constituant un pôle important parmi les acteurs de la société, aux côtés des représentants politiques, des acteurs économiques et des citoyens, la société civile organisée peut accentuer la circulation d'informations entre eux mais aussi être le lieu de rencontre et de résonnance des revendications citoyennes et des actions politiques. En d'autres termes, elle doit assurer un rôle de veille démocratique,

1 Stengers, I. (2013), *Une autre science est possible !*, op. cit., p. 15.

2 Pour approfondir cette question des rapports entre société civile et sphère politique, voir par exemple : Habermas, J. (1992), "L'espace public, 30 ans après.", in *Quaderni*, n° 18, p. 185.

interpeller les représentants sur leurs responsabilités, contrôler le respect des engagements et alimenter les échanges avec les scientifiques.

Etant donné que la thématique touche à des sujets aussi bien économiques, sociaux qu'environnementaux, impliquer différentes organisations dans la réflexion semble également pertinent. Il est essentiel de traverser les frontières entre secteurs, même si ceci n'est pas toujours chose aisée. C'est à ce prix que le mouvement sera assez fort pour être porteur de changement.

Conclusion

Est-il possible de permettre à tous d'avoir un travail décent et d'alimenter des liens sociaux forts au sein des collectivités ? Comment intégrerons-nous les limites planétaires pour les générations futures ? Quel système économique pour régir nos échanges ? Les enjeux tant économiques, sociaux qu'environnementaux auxquels nous faisons face exigent une réponse articulant niveaux individuel et collectif. Ces questions, comme bien d'autres, sont au cœur du "récit collectif" que nous devons imaginer au seuil de ce XXI^e siècle pour nous y projeter ensemble. Autrement dit : où allons-nous ?

Cette crise multiforme dans laquelle nous sommes plongés est l'occasion de questionner nos repères, de tenter des expériences nouvelles et d'élaborer des réflexions qui tirent les leçons de nos choix. Nous avons, dans cet ouvrage, suivi un parcours qui nous a permis de réfléchir à la transition vers une société qui ne mesurerait plus son développement ou son évolution uniquement sur la base de la croissance économique mais qui, à travers la complémentarité de différents indicateurs, intégrerait d'autres facteurs ou déterminants du bien-être.

Il s'agit en effet d'inventer des moyens d'assurer le bien-être de notre époque et des suivantes. Dans ce but, il faut bien sûr d'abord identifier ce qui importe, c'est-à-dire ce que, en tant qu'individus vivant dans une communauté, nous valorisons comme choix économiques, sociaux et environnementaux. Ces choix doivent trouver place dans le cadre des limites imposées par le contexte environnemental ou encore par nos capacités physiques de travail. La construction d'outils de mesure pour suivre le développement de facteurs déterminant le bien-être d'une société est une piste qui permet à la fois de pointer des lacunes et d'indiquer une direction. Il ne s'agit que d'une boussole, mais elle est essentielle car, comme nous l'avons vu, ces indicateurs peuvent intégrer des préoccupations de différents types

dans les bilans des sociétés et, en attirant l'attention des responsables politiques, servir de guides à l'action.

Or, aujourd'hui, il est étonnant de constater que, malgré les incessantes mises en garde concernant ses limites intrinsèques, l'instrument principal de mesure du développement de nos sociétés reste bien souvent le PIB, sous sa forme "par habitant" ou l'analyse de sa croissance. L'exploitation politique de cet instrument l'a fait sortir de son cadre, alors que l'on sait depuis longtemps qu'il n'est pas habilité à évaluer autre chose que l'activité économique. Ce constat n'est pas récent et si la réflexion sur des indicateurs intégrant des notions d'éducation, de lien social voire de bien-être subjectif est à l'ordre du jour depuis les années 1970, elle prend une ampleur particulière depuis une dizaine d'années. Le contexte est porteur et, s'il faut toujours rester prudent face à la création de nouveaux indicateurs et considérer le risque de ce que nous avons appelé la "course à la quantification", il semble s'agir d'un véritable et puissant mouvement de fond. De nombreux exemples l'attestent.

Les nouveaux indicateurs doivent répondre à un triple défi; à savoir, être à la fois rigoureux scientifiquement, efficaces politiquement et légitimes au niveau démocratique. Ces exigences rendent indispensable, on l'a vu, la complémentarité entre acteurs. Or, aujourd'hui, on a parfois l'impression que le débat sur la transition relève de la sphère des experts de haut vol, en particulier des économistes. Leur rôle est bien sûr essentiel car leurs apports, tant théoriques que méthodologiques, permettent de canaliser et de nourrir la réflexion, ainsi que d'appuyer la conception technique des outils. Mais ce rôle ne doit toutefois pas occulter les autres facettes du travail pour lesquelles des acteurs différents peuvent intervenir. Les exemples d'indicateurs complémentaires analysés nous ont permis d'approfondir cette question des acteurs : de qui émanait l'initiative de leur création ? Qui a été impliqué dans leur conception ? Quelle place a été accordée aux experts ou aux citoyens ? Comment le suivi et la diffusion des résultats sont-ils assurés ?

La question de la définition du bien-être, qui s'ancre tout naturellement dans la réflexion sur le fonctionnement des sociétés, traverse en effet tous les domaines et niveaux de la vie en collectivité. Puisqu'aucun indicateur n'est neutre idéologiquement et qu'en conséquence, chaque choix s'inscrit dans un système de valeurs reflétant des conventions et représentations de la société et du progrès, ces questions doivent faire partie d'un débat démocratique, qui semble le plus apte à faire naître un modèle respectueux d'opinions diverses. A côté des experts, il importe donc particulièrement que les citoyens puissent s'approprier ces questions et sentir que le monde en devenir prend en compte les catégories de vie qui leur parlent. La création collective de solutions constructives et durables, dont font partie les indicateurs, est extrêmement complexe, mais importante. L'action collective est de plus essentielle pour lutter contre le sentiment d'impuissance qui risque de découler d'une trop grande séparation des sphères politiques et économiques de celle des citoyens.

Enfin, le politique doit être replacé aux commandes du projet de société de façon à ce qu'il puisse, à chaque niveau, en gérer l'articulation des différentes composantes, équilibrer les apports des acteurs et assurer la pérennité de l'ensemble. Les autorités publiques ont à accompagner l'identification des questions clé et les grands enjeux avec les citoyens et à cadrer le rôle des experts.

Les cas des indicateurs des Nations Unies, du Bhoutan, de Jacksonville ou de la Wallonie nous ont également permis de souligner l'intérêt de disposer d'instruments ayant des visées – ou ambitions – diversifiées. Une articulation doit exister entre des indicateurs permettant de faire émerger des questions relevant d'enjeux planétaires ou de la gestion des biens communs et d'autres apportant la vision des réalités à un niveau local. Eviter les solutions du type "valables pour tous et en tous lieux" en organisant la participation citoyenne constitue indéniablement un défi de grande ampleur, mais aussi une piste concrète d'engagement pour des citoyens se sentant parfois au ban des décisions les concernant. Par ailleurs, tout comme le PIB a été conçu pour mesurer l'activité économique d'un pays ou

d'une région et peut rester utile en tant que tel, certains indicateurs peuvent se concentrer uniquement sur les volets sociaux ou environnementaux. Une image précise de la situation et des orientations politiques émergeront de ces multiples dimensions.

Donner une plus grande place aux citoyens n'est pas tout, il faudra qu'ils la saisissent durablement ! Comme dans le cas des indicateurs régionaux ou locaux étudiés, la veille démocratique, de la part d'acteurs de la société civile, sera cruciale. Suivi des engagements politiques, dialogue avec les experts, accompagnement des citoyens, développement d'une vision à long terme sur les enjeux tant locaux que planétaires, il y a du pain sur la planche pour tous : associations, groupements citoyens, organisations non gouvernementales et autres collectifs. C'est à ce prix, aussi, que ces indicateurs complémentaires deviendront des boussoles efficaces pour l'action politique.

Aux indicateurs, citoyens !

Bibliographie

- Association des régions de France (2012), "Développement durable, la révolution des nouveaux indicateurs", Rapport du Groupe de travail sur les indicateurs de développement durable, janvier.
- Banque Mondiale (2013), *Perspectives économiques mondiales : Une croissance moins volatile, mais plus lente*, Rapport de juin.
- Bauler, T. (2012), "An analytical framework to discuss the usability of (environmental) indicators for policy", in *Ecological Economics*, n° 17, pp. 38-45.
- Barnes, W., Gartland, M. and Stack, M. (2004), "Old Habits Die Hard: Path Dependency and Behavioral Lock-In", in *Journal of Economic Issues*, vol. 38, n° 2, pp. 371-377.
- Baujard, A. (2011), L'économie du bien-être est morte. Vive l'économie du bien-être !, University of Caen Basse-Normandie, CREM-CNRS, Working Paper.
- Bentham, J. (1789), *Introduction to the Principles of Morals and Legislation*, Clarendon Press, Oxford.
- Boulangier, P-M. (2004), "Les indicateurs de développement durable : un défi scientifique, un enjeu démocratique", in *Idées pour le débat*, n° 21, IDDRI.
- Cassiers, I., Delain, C. (2006), "La croissance ne fait pas le bonheur: les économistes le savent-ils?", in *Regards Economiques*, n° 38.
- Cassiers, I., Thiry, G. (2009), "Au-delà du PIB : réconcilier ce qui compte et ce que l'on compte", in *Regards Economiques*, n° 75.
- Cassiers, I. et alli (2011), *Redéfinir la prospérité. Jalons pour un débat public*, Editions de l'Aube.
- Clark, A., Senik, C. (2008), "La croissance rend-elle heureux ?", in *27 Questions d'économie contemporaine*, Albin Michel.
- Cobb, J., Daly, H. (1989), *For the Common Good. Redirecting the Economy toward Community, the Environment and a Sustainable Future*, Beacon Press, Boston.
- Comte-Sponville, A. (2004), *Le capitalisme est-il moral ?*, Albin Michel, Paris.
- Commission européenne (2010), *Europe 2020, Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive*, mars.
- Commission sur la croissance et le développement (2008), *Rapport sur la Croissance, Stratégies à l'appui d'une croissance durable et d'un développement solidaire*.
- Conseil de l'Europe (2010), *Construire le progrès sociétal pour le bien-être de tous avec les citoyens et les communautés*, Editions du Conseil de l'Europe, Strasbourg.

- Conseil de l'Europe (2010), *Nouvelle Stratégie pour la Cohésion sociale*, Editions du Conseil de l'Europe, Strasbourg.
- Davoine, L. (2007), *L'économie du bonheur peut-elle renouveler l'économie du bien-être ?*, Document de travail, Centre d'Etudes de l'Emploi, n° 80.
- Dedeurwaerdere, T. (2013), *Les sciences du développement durable pour régir la transition vers la durabilité forte*, Rapport préparé dans le contexte de l'appel d'offre sur la rédaction d'un "Rapport scientifique sur l'organisation de la science", avec le soutien du ministre du Développement durable et de l'Administration publique du Gouvernement wallon.
- Deschacht, N. (2013), "The economics of happiness : the conservative current in green economic thought", in *Science & Society*, vol. 77, n° 4, octobre, pp. 569-575.
- Desrosières, A. (2008), *Gouverner par les nombres*, Presses de l'Ecole des mines de Paris.
- Diener, E., Seligman, E. P. (2004), "Beyond Money. Toward an Economy of Well-Being", in *Psychological Science in the Public Interest*, vol. 5, n° 1.
- Dupuy, J-P. (2012), *L'avenir de l'économie*, Flammarion.
- Easterlin, R.A. (1974), "Does economic growth improve the human lot?", in David, P.A, Melvin, W.R. (Eds.), *Nations and Households in Economic Growth*, Academic Press, New York, pp. 89-125.
- Fauchard, L. et Mocellin, P. (2012), *Démocratie participative : progrès ou illusions ?*, L'Harmattan.
- Ferry, L. (2002), *Qu'est-ce qu'une vie réussie*, Grasset.
- Fonds monétaire international (2013), *Global Resilience, Sustainable Recovery Are IMF Work Priorities*, 6 juin.
- Fonds monétaire international (2013), *Perspectives de l'économie mondiale*, Rapport d'avril.
- Freeman, R. (1978), "Job satisfaction as an economic variable", in *The American Economic Review*, vol. 68, n° 2.
- Gadrey, J., Jany-Catrice, F. (2012), *Les nouveaux indicateurs de richesse*, La découverte, Collection Repères, Paris, troisième édition actualisée.
- Graham, C. (2009), *Happiness around the world. The Paradox of happy peasants and miserable millionaires*, Oxford University Press, Oxford.
- Habermas, J. (1997), *Droit et Démocratie. Entre faits et normes*, Paris, Gallimard.
- Hamermesh, D. S. (1977), "Economic Aspects of Job Satisfaction", in *Essays in labour market analysis*, John Wiley & Sons.
- Harribey, J-M. (2005), "La richesse au-delà de la valeur", in *Revue du MAUSS : Alter-démocratie, alter-économie, Chantiers de l'espérance*, n° 26, pp. 349-365.
- Harribey, J-M. (2010), "L'expert, comptable du bonheur", in *Alternatives Economiques*, décembre.

- Herndon, T., Ash, M. et Pollin, R. (2013), *Does High Public Debt Consistently Stifle Economic Growth? A Critique of Reinhart and Rogoff*, PERI University of Massachusetts, 15 avril.
- Intergovernmental Panel on Climate Change (2013), *Climate Change 2013, Fifth assessment report*.
- Jackson, T. (2010), *Prosperité sans croissance*, Etopia, De Boeck.
- Jacksonville Community Council Inc. (2011), "Quality of Life Progress Report for Jacksonville and Northeast Florida", *Executive Summary*, 28th Annual Edition.
- Jany-Catrice, F., Méda, D. (2011), "Le rapport Stiglitz et les écueils de l'expertise", in *Les Chantiers de l'Institut pour le développement de l'information économique et sociale*, note de travail n° 14.
- Kant, E. (1969), *Fondements de la Métaphysique des Mœurs*, deuxième section, traduction V. Delbos, éd. Delagrave, pp. 131-133.
- Kroll, C. (2013), "Global Development and Happiness : How can Data on Subjective Wellbeing Inform Development Theory and Practice ?", in *Institute of Development Studies, IDS Working Paper*, vol. 2013, n° 432, août.
- Layard, R. (1980), "Human Satisfaction and Public Policy", in *The Economic Journal*, vol. 90, n° 360, pp. 737-750.
- Layard, R. (2005), "Rethinking Public Economics: The Implications of Rivalry and Habit", in L. Bruni & P. L. Porta (Eds.), *Economics & Happiness. Framing the analysis*, Oxford University Press, Oxford.
- Le Clezio, P. (2009), "Les indicateurs de développement durable et l'empreinte écologique", in *Rapport du Conseil économique et social*, mai.
- Lefebvre, R. (2012), "La démocratie participative absorbée par le système politique local", article publié le 29 octobre sur le site www.metropolitiques.eu/
- Lietaer, B., Ulanowicz, R. et Goerner, S. (2010), "Is Our Monetary Structure a Systemic Cause for Financial Instability?", in *Journal of Futures Studies* (Special Issue on the Financial Crisis).
- Mc Mahon, D. (2006), *Happiness, a History*, Grove Press, New York.
- Maréchal, K. (2010), "Not irrational but habitual: The importance of behavioural lock-in in energy consumption", in *Ecological Economics*, n° 69, pp. 1104-1114.
- Meadows, D. et alli (1972), *The Limits to Growth. A report to the Club of Rome*, Universe Books, New York.
- Méda, D. (1999), *Qu'est-ce que la richesse ?*, Aubier, Paris.
- Méda, D. (2009), "Quel progrès faut-il mesurer?", in *Revue Esprit*, n° 6, Editions Esprit.
- Méda, D., Jany-Catrice, F. (2013), "Les nouvelles mesures des performances économiques et du progrès social. Le risque de l'économisticisme", in *Revue du MAUSS*, n° 41, pp. 371-397.
- Miringoff, M-L., Miringoff, M., Opdycke, S. (1996), "The Growing Gap Between Standard Economic Indicators and the Nation's Social Health", in *Challenge*, vol. 39, n° 4, pp. 17-22.

- Natoli, R., Zuhair, S. (2010), "What is a reasonable measure of progress?", in *International Journal of Sociology and Social Policy*, vol. 30, Iss : 5/6, pp. 201-218.
- Neumayer, E. (1999), "The ISEW — not an Index of Sustainable Economic Welfare", in *Social Indicators Research*, vol.48, n°1, pp. 77-101.
- Nordhaus, W., Tobin, J. (1973), "Is Growth Obsolete ?", in *The Measurement of Economic and Social Performance, Studies in Income and Wealth*, National Bureau of Economic Research, vol. 38.
- Organisation des Nations Unies, *World Economic Situation and Prospects*, Rapport de mi-2013.
- Pignarre, P., Stengers, I. (2007), *La sorcellerie capitaliste*, La Découverte, Paris.
- Polanyi, K. (1983), *La Grande transformation: Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard.
- Reginster, I. Ruyters, C. et alii (2011), "Développement d'indicateurs complémentaires au PIB – Partie 1 : Revue harmonisée d'indicateurs composites/synthétiques", in *Working paper de l'IWEPS*, n° 4.
- Reginster, I. Ruyters, C. et alii (2012), "Développement d'indicateurs complémentaires au PIB. Partie 2 : Revue harmonisée de tableaux de bord et batteries d'indicateurs", in *Working Paper de l'IWEPS*, n° 7.
- Reginster, I. Ruyters, C. et alii (2013), "Un système intégré de huit indicateurs synthétiques complémentaires au PIB – Propositions de l'IWEPS pour mesurer le progrès sociétal dans un cadre de développement durable", in *Working Paper de l'IWEPS*, n° 10.
- Reinhart, C., Rogoff, K. (2010), *Growth in a time of debt*, NBER Working Paper 15639, janvier.
- Renault, M. (2011), "Le projet Isbet en Bretagne", in *La richesse autrement, Alternatives économiques*, hors- série Poche n° 48, mars, pp. 89-90.
- Rockström et coll. (2009), "A safe operating space for humanity", in *Nature*, n° 461, pp. 472-475.
- Sarfati, F. (2010), *L'entreprise autrement*, L'Harmattan, Paris.
- Scitovsky, T. (1976), *The Joyless economy*, Oxford University Press, New York.
- Sen, A. (1984), "The living Standard", in *Oxford Economic Papers*, vol. 36, pp.74-90.
- Sen, A. (1999), *Development as Freedom*, Oxford University Press, Oxford.
- Sen, A. (2002), *Rationality and Freedom*, Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge.
- Sénèque, "De la Vie heureuse", traduction E. Bréhier revue par L. Bourgey(1962), in *Les Stoïciens*, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade.
- Stengers, I. (2013), *Une autre science est possible !*, La Découverte, Paris.
- Stiglitz, J., Sen, A. et Fitoussi, J-P. (2009), *Richesse des nations et bien-être des individus*, Odile Jacobs, Paris.
- Stiglitz, J., Sen, A. et Fitoussi, J.-P. (2009), *Vers de nouveaux systèmes de mesure*, Odile Jacobs, Paris.

- Thiry, G. (2012), *Au-delà du PIB : un tournant historique. Enjeux méthodologiques, théoriques et épistémologiques de la quantification*, Thèse de doctorat. <http://hdl.handle.net/2078.1/111496/>
- Ura, K. et alli (2012), *A short guide to Gross National Happiness Index*, The Centre for Bhutan Studies, Bhutan.
- Van den Bergh, J. C. J. M. (2009), "The GDP paradox", in *Journal of Economic Psychology*, n° 30, pp. 117-135.
- Veenhoven, R., *World Database of Happiness, Item bank*, Erasmus University Rotterdam, disponible: www.worlddatabaseofhappiness.eur.nl/
- Viveret, P. (2003), *Reconsidérer la richesse*, Editions de l'Aube, France.
- Worldwatch Institute, *State of the world 2008. Innovations for a sustainable economy*.

Déjà parus chez le même éditeur

Raf Custers

Chasseurs de matières premières

Voici un récit dérangeant à propos d'une économie qui n'apporte pas le développement, mais qui parasite : le travail, la nature, les pays du Sud. Le consultant Ernst & Young classe "l'autodétermination" des pays détenteurs de matières premières comme le risque n° 1 pour le business.



Raf Custers se glisse dans la poussière de Layoun, remue le linge sale au Kivu et voit s'effondrer une des plus grandes mines du monde en Afrique du Sud. Avec Chasseurs de matières premières, il livre un des meilleurs exemples de journalisme d'investigation.

■ 264 p. ■ 16*24 cm ■ 16 € ■

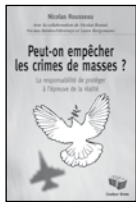
Nicolas Rousseau

Avec la collaboration de N. Bossut,
N. Bárdos-Féltoronyi et L. Borgomano

Peut-on empêcher les crimes de masses ?

*La responsabilité de protéger
à l'épreuve de la réalité*

En 2005, l'Assemblée générale de l'ONU adoptait un texte controversé qui reconnaissait la responsabilité des Etats de protéger leurs populations contre les crimes de masses. Ce texte, s'il est une avancée réelle pour éviter de nouvelles tragédies comme au Biafra ou au Rwanda, pourrait amener à des dérives et des excès qui discréditeraient à jamais l'ONU. La responsabilité de protéger est en effet un outil délicat à utiliser.



■ 96 p. ■ 13,5*20,5 cm ■ 10 € ■

Coédition Pax Christi

Daoud Ali Abdou

Réguler le commerce des armes

Utopie d'un monde sans violence

Chaque jour, des millions de personnes souffrent des conséquences directes et indirectes du commerce des armes. Fruit de plusieurs personnalités et relayé par des ONG, un Traité historique est en passe de voir le jour afin de réguler ce secteur et de réduire le coût humain de ce commerce irresponsable.



■ 104 p. ■ 13,5*20,5 cm ■ 11 € ■

Coédition Pax Christi

Matthieu Liettaert

Le cohabitat

Reconstruisons des villages en ville !

Préface de Christos Doukeridis

Imaginez 20 ou 30 foyers, chacun ayant son propre appartement, qui ensemble partagent aussi des espaces communs. Imaginez à présent que que vous rentrez du travail et que vous alliez boire un petit verre avec ceux qui ont déjà entamé l'apéritif. Ou bien, si vous êtes tout simplement trop fatigué, imaginez que vous les saluiez de la main et que vous alliez directement vous reposer chez vous. Comme dans une maison normale ! C'est ça l'esprit du cohabitat : un pouvoir et non pas un devoir. Structuré en quatre parties, ce livre vous donnera toute l'information pour réfléchir à votre propre cohabitat et peut-être pour commencer votre aventure sur de bonnes bases.



■ 160 p. ■ 15*22 cm ■ 17 € ■

Questions et débats de société, pédagogie, formation, récits de vie...

www.couleurlivres.be

Table des matières

Remerciements	3
Préface	5
Introduction	11
CHAPITRE 1 :	
Constats et enjeux.....	15
De la croissance économique pour répondre aux crises	15
<i>Quand la croissance nous sauve</i>	<i>15</i>
<i>Quand la croissance nous coûte.....</i>	<i>16</i>
<i>Le positionnement des institutions internationales</i>	<i>18</i>
<i>Le point de vue des syndicats</i>	<i>20</i>
Enjeux de soutenabilité	22
<i>Face aux limites environnementales.....</i>	<i>23</i>
<i>Soutenabilité sociale</i>	<i>24</i>
<i>S'inspirer de la nature</i>	<i>25</i>
Qui dit croissance dit bien-être ? Les limites du PIB.....	27
<i>L'argent ne fait pas le bonheur (?)</i>	<i>28</i>
<i>De quoi le PIB ne parle pas</i>	<i>32</i>
<i>Un indicateur fort commode.....</i>	<i>33</i>
<i>Quand la science (économique) devient religion... ..</i>	<i>36</i>
De l'objectif des sociétés	38
<i>De la difficile définition du bonheur.....</i>	<i>39</i>
<i>Vers la construction d'un récit collectif.....</i>	<i>40</i>
<i>Le bonheur des citoyens, un objectif "international"</i>	<i>42</i>
Comment mesurer le bien-être	44
<i>L'économie du bonheur :</i>	
<i>comment interroge-t-on le bien-être subjectif?.....</i>	<i>44</i>
<i>Des "capabilités d'épanouissement" de Amartya Sen</i>	
<i>aux limites de soutenabilité de Tim Jackson.....</i>	<i>49</i>

CHAPITRE 2 :

Des discours aux actes : les indicateurs complémentaires51

La face cachée des indicateurs52

Qui devrait se prononcer ?.....54

Les autorités publiques et responsables politiques 54

Les experts 55

Les citoyens 57

Exemples d'indicateurs complémentaires59

Un indicateur complémentaire, oui mais comment ?..... 60

Les indicateurs internationaux et nationaux 63

Les indicateurs régionaux..... 70

Conclusions à tirer de ces études de cas ?..... 78

CHAPITRE 3 :

Les indicateurs, une piste pour répondre aux enjeux actuels ?83

La participation citoyenne :

un enjeu de légitimité démocratique

et un outil de lutte contre le sentiment d'impuissance84

Une démarche basée sur la discussion 85

Les indicateurs complémentaire, une co-construction réussie ? 85

Les limites de la démocratie participative..... 87

Lutter contre le sentiment d'impuissance 88

Articulations et diversité.....89

Articulation des dimensions sociales, environnementales

et économiques au niveau local ou national 89

Articulation des enjeux locaux et des défis globaux..... 90

Articulation entre monde politique, société civile et experts 90

Conclusion95

Bibliographie99